

RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 3462 - MARDI 2 AVRIL 2019

ELECTIONS À BENI, BUTEMBO ET YUMBI

Les résultats provisoires attendus cette semaine

Comme promis, la Commission électorale nationale indépendante (Céni) a organisé, le 31 mars, les législatives nationales et provinciales dans toutes les circonscriptions de Beni, Butembo et Yumbi. Les habitants de ces coins de la République, privés du vote le 30 décembre, ont pu finalement exercer leur droit démocratique en choisissant librement ceux qu'ils pensent être capables de les représenter. Dans l'ensemble, à en croire des sources, les choses se sont plutôt bien passées.

Pour l'heure, les résultats provisoires des législatives provinciales et nationales sont déjà disponibles dans la quasi-totalité des bureaux de vote. Leur publication, à en croire la Céni, est attendue d'ici au 6 avril. [Page 5](#)



Un électeur accomplissant son devoir civique



Félix Tshisekedi à sa descente d'avion

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Félix Tshisekedi à l'investiture de Macky Sall

En route pour les Etats-Unis, le président de la République a fait une escale hier à Dakar, où il assiste aujourd'hui à l'investiture de son homologue, Macky Sall, récemment réélu pour un deuxième mandat. Une visite éclair d'une grande portée symbolique car traduisant l'intérêt que porte le chef de l'Etat à l'Afrique et à ses dirigeants.

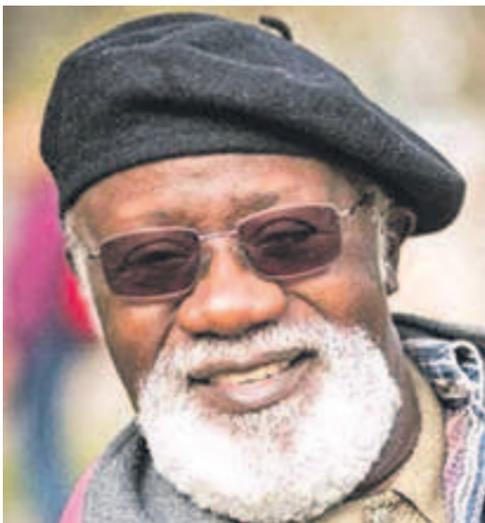
Cette visite, apprend-on, pourrait réactiver la justice sénégalaise sur le cas de Paul Mwilambwe, le principal témoin de l'assassinat, en juin 2010, de l'activiste des droits de l'homme, Floribert Chebeya, et de son chauffeur Fidèle Bazana. Réfugié depuis lors à Dakar, le policier pourrait être jugé par la justice sénégalaise qui s'est déclarée compétente. [Page 2](#)

DISPARITION

Décès en Autriche d'Alfred Liyolo

Le sculpteur et professeur à l'Académie des beaux-arts, Alfred Liyolo Limbe, est décédé hier à Vienne, en Autriche, à l'âge de 76 ans. Le sculpteur était connu pour ses monuments historiques dans la capitale, notamment les deux mains jointes à la Place des artistes et à la Place du 30 juin.

Ancien directeur général de l'Académie des beaux-arts de Kinshasa, il a conduit cette institution vers la modernisation avant que cela ne soit interrompu par des troubles politiques qui ont déstabilisé le pays vers les années



Me Liyolo Alfred

1990. La dépouille de l'artiste sera rapatriée bientôt au pays en vue de permettre à la nation de lui rendre les derniers hommages. [Page 4](#)

LINAFOOT/LIGUE 1

V.Club et Mazembe battus, bonne opération du DCMP



TP Mazembe

Les deux clubs en pôle position au classement provisoire de la 24e édition du championnat national de football (Linafoot) ont connu un week-end amer, chargé de désillusion. Le 30 mars au stade Frédéric-Kibassa-Maliba de Lubumbashi, le

FC Saint-Eloi Lupopo a conjuré un mauvais sort qui perdurait depuis plus d'une décennie en battant le TP Mazembe par la plus petite des marges (un but à zéro).

Le 31 mars au stade de l'Unité de Goma (Nord-Kivu), V.Club de Kinshasa a été surpris par l'AS Nyuki de Butembo, détentrice du trophée de la Coupe du Congo de football 2018. Score de la partie : deux

buts à un. DCMP a, quant à lui, réussi à sortir du piège AC Rangers, le 31 mars, à Kinshasa en s'imposant par un but à zéro. [Page 5](#)

ÉDITORIAL

Migrations

Que l'un des plus proches collaborateurs du pape François, le cardinal guinéen Robert Sarah, ait raison lorsqu'il alerte sur le danger extrême que fait courir à l'Europe et à l'Afrique la vague incontrôlée et incontrôlable des migrants vers le Vieux continent, ne fait hélas ! aucun doute.

Résumé en deux phrases que voici - « Le déracinement culturel et religieux des Africains projetés dans des pays occidentaux qui traversent eux-mêmes une crise sans précédent est un terreau mortifère. La seule solution durable passe par le développement économique de l'Afrique » (1) - cet avertissement lance, en effet, une alerte rouge pour les deux continents ; mais il indique aussi très clairement la voie que ceux-ci doivent suivre s'ils veulent éviter les drames en série qui se préparent sur leurs territoires respectifs.

Croire, comme le disent à longueur de discours et comme en sont apparemment convaincus les dirigeants européens, qu'une plus stricte surveillance des frontières, le rapatriement vers leur pays d'origine des migrants qui ont réussi à les franchir, l'enfermement temporaire de ces êtres humains dans des camps de transit, le démantèlement des filières criminelles qui prolifèrent sur les migrations sauvages, croire donc que ces actions mettront fin à la vague qui ne cesse de gagner en puissance n'est pas autre chose que refuser de regarder la vérité en face. Et refuser de prendre les mesures qui pourraient y mettre fin.

Seul, en effet, le développement des pays du grand Sud d'où partent les migrants stoppera le mouvement d'une ampleur historique qui menace désormais l'unité de l'Europe si chèrement acquise au sortir des deux guerres mondiales du siècle précédent. Mais si les nations du Vieux continent ne mettent pas, comme on dit, la main à la poche pour financer l'essor africain dans un délai raisonnable, les problèmes auxquels ces mêmes nations se trouvent confrontées s'aggraveront de façon dramatique.

Oui, le moment est venu pour les Européens de prendre la juste mesure de leurs responsabilités dans la stagnation économique qui a généré la vague migratoire. S'ils ne le font pas très vite, ils se trouveront confrontés à des problèmes qu'ils seront incapables de résoudre. Et ils paieront très cher leur aveuglement.

Le Courrier de Kinshasa

(1) Cardinal Robert Sarah: « Le soir approche et déjà le jour baisse ». Troisième livre d'entretiens avec Nicolas Diat, paru aux Editions Fayard, mars 2009.

PRÉSIDENTIE DE LA RÉPUBLIQUE

Félix Tshisekedi ce mardi à l'investiture de Macky Sall

Le chef de l'Etat entame, du 2 au 5 avril, son douzième déplacement à l'étranger, précisément à Washington, avec une escale à Dakar où il est attendu à la prise de fonctions de son homologue sénégalais.



Félix Tshisekedi à sa descente d'avion

Pas de moment de répit pour Félix Tshisekedi. C'est le moins que l'on puisse dire au regard des voyages qui s'annoncent dans l'agenda chargé du président de la République. Depuis son investiture, le successeur de Joseph Kabila n'a décidément pas eu vraiment un jour pour lui. A peine rentré du Maroc où il s'est rendu à l'hôpital militaire de Rabat pour des examens médicaux, entre le 27 et le 30 mars, le revoilà aussitôt reparti pour un autre voyage, celui des Etats-Unis d'Amérique.

En transit à Dakar, le Chef de l'Etat congolais y est arrivé le 1er avril pour assister, ce mardi, à l'investiture de son homologue Macky Sall, récemment réélu pour un deuxième mandat. Une visite éclair d'une grande portée symbolique car traduisant l'intérêt que

porte Félix Tshisekedi pour l'Afrique et ses dirigeants. En tant que prochain deuxième vice-président de l'Union africaine, il entend marquer son territoire en surfant sur des relations bilatérales entre la République démocratique du Congo (RDC) et ses partenaires africains.

Le clou de ce nouveau périple est sans conteste le séjour qu'il effectuera, du 3 au 5 avril, au pays de Donald Trump. L'annonce de ce voyage a été faite le 26 mars dernier par Robert Palladino, porte-parole du Département d'Etat, lors d'une déclaration de presse. L'occasion pour la RDC et les Etats-Unis de renforcer leur coopération, notamment dans le domaine de la lutte contre la corruption.

Alain Diasso

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions : Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula

(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI : Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikomat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC -

Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin

Mauakani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moumbélé Ngoni

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél.: 06 700 09 00 /
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

CHASSE AU TRÉSOR

L'Université protestante au Congo s'offre les deux premières places du podium

Le Cartel et Team seven, respectivement premier et deuxième, ont remporté haut la main la troisième édition de l'épreuve annuelle du Campus du nouvel espace universitaire francophone (Cneuf), le 29 mars, à la Halle de la Gombe.

Cette année, disons-le, les concurrents ont placé la barre bien haut. Heal the world, de l'Université libre de Kinshasa, dixième et dernier, a obtenu 151/200 points. Et un écart flagrant de trente points sépare les deux premiers, à savoir le Cartel et Team seven. Le premier a glané 198/200 points après avoir en plus décrypté tous les énigmes qui l'ont conduit à parcourir tous les dix sites de la troisième édition.

Sur les cinquante-deux équipes d'étudiants en lice, dont cinq de l'Université Marien-Ngouabi de Brazzaville, issues de quinze universités des deux rives du fleuve Congo, le Cartel a fait « un parcours presque sans faute ». Ce que le capitaine David Chakambila a confirmé au Courrier de Kinshasa : « Nous avons répondu à toutes les questions avec brio et obtenu le maximum sauf à l'une pour laquelle nous avons eu droit à une seconde chance de sorte que la cote a été réduite à trois points au lieu de cinq ».

Fier de sa troupe, dont Emmanuel Bony et Marcel Oheka sont les deux autres membres, David Chakambila a poursuivi : « Nous avons travaillé en synergie, amis de longue date, nous nous sommes battus. La première édition, nous avons fini deuxième sur le podium à cause d'un malheureux petit point et à la deuxième nous étions parmi les cinq premiers. Notre détermination a été couronnée cette année par une brillante victoire », ajoutant, dans la grande excitation du moment : « Je salue également la réussite de la seconde équipe, Team seven, qui est



Le Cartel jubillant avec son chèque sur le podium de l'Institut français, Halle de la Gombe aussi de l'Université protestante au Congo ». Ainsi, les deux équipes sont sorties de la Halle de la Gombe les mains chargées de chèques de mille deux cents et six cents dollars américains, en plus des trophées.

Finalement, sur les soixante-quatre équipes inscrites au départ, douze n'ont pas pris part au concours. Par ailleurs, l'Université de Kinshasa (Unikin) a eu le mérite de repartir avec trois prix, les cinquième, septième et huitième remportés par Dream team, Team work et Les Incoercibles. Ce sera donc l'université de Kinshasa la mieux représentée l'an pro-

chain à Brazzaville. Car les dix lauréats primés sont d'office répertoriés pour la quatrième édition de la "Chasse au trésor" qui s'y tiendra.

Un prix pour Brazzaville

Au total, douze prix ont été décernés la soirée de vendredi à la Halle de la Gombe. À côté des dix, deux récompenses hors catégorie ont été remises tenant lieu des onzième et douzième prix. C'est ainsi que la première équipe de Brazzaville « Les Balaines », forte de ses 111 points, a reçu celui de la francophonie. Quant au douzième, celui du mois de la femme, il est revenu à La Persévérance déjà quatrième.

L'équipe exclusivement féminine a fait la fierté de l'Institut supérieur pédagogique de la Gombe.

Pour Achille-Benjamin Somp, responsable du Cneuf de Brazzaville, le passage des universitaires à Kinshasa était bien significatif. En effet, les deux capitales habituées à des « mariages sur le plan musical et solennel ont pour cette fois réalisé un mariage ludique et, qui plus est, avec des étudiants ».

Réjoui d'avoir mené à bout une première initiative du genre, et quoique conscient du désavantage de ses troupes étrangères à Kinshasa, il ne s'est pas gardé de les encourager à donner le meilleur. Il semble que « Les Balaines » ont suivi le mot d'ordre donné par leur superviseur et ont tout de même résolu huit énigmes. Ils sont parvenus à six sites avec l'aide de leur guide, une performance que bien d'équipes de Kinshasa n'ont pas su réaliser. « L'essentiel n'est pas de participer à la compétition mais l'essentiel est de gagner », leur avait particulièrement conseillé Achille-Benjamin Somp, dès le départ.

Des propos renchérés par son homologue du Cneuf de Kinshasa, Élodie Bamowongo. Cette dernière avait en plus demandé aux Kinois d'aller en compétition avec l'idée de gagner pour obtenir leur participation à l'édition prochaine qu'abritera Brazzaville dont elle avait évoqué la possible organisation au moment du lancement de l'épreuve. Présent à la remise des prix, le délégué général à la francophonie a, pour sa part, rappelé que la "Chasse au trésor" comptait parmi les quarante-quatre activités organisées autour de la francophonie.

Nioni Masela

CLÔTURE DU MOIS DE LA FEMME

Un plaidoyer pour la traduction de la loi sur la parité en quatre langues

Le vœu, exprimé par la Synergie d'actions pour le développement intégral de la femme (Sadif), le 30 mars, au Centre d'accueil kimbanguiste à Kinshasa, a pour objectif de permettre à toutes les femmes de toutes catégories sociales de s'approprier le texte.

La Sadif a fait part de sa préoccupation à l'occasion d'une journée de sensibilisation, dans le cadre de la clôture du mois de la femme. Brossant un tableau sombre de la sous-représentation de la femme dans les instances de prise de décision, sa coordonnatrice nationale, Dhalia Litanga Nkiaya Kolongele, a insisté sur l'application effective de la loi sur la parité. « L'article 14 de la Constitution du 18 février 2006 instaurant le droit de la femme à une représentation équitable au sein des institutions nationales, provinciales et locales, n'est pas toujours de stricte application », a-t-elle fait remarquer.

Déterminée à mener un lobbying auprès des autorités en vue de la mise en application effective de cette loi, la coordonnatrice nationale de la Sadif compte sur les efforts conjugués de toutes les femmes pour gagner le combat de la parité.

Expliquant l'historique de la célébration de la Journée internationale de la femme qui remonte à 1977, elle a souligné devant une centaine de femmes que cet acte de valorisation du combat de la femme ne doit pas être considéré par la gent féminine comme un cadeau des hommes, mais plutôt comme le résultat d'une longue lutte.

Se fondant sur le thème international "Penser de manière égale, construire intelligemment, innover pour le changement", Dhalia Litanga Nkiaya Kolongele a non seulement invité ses paires à apprécier la pleine mesure du chemin parcouru par les femmes à travers le monde dans le combat pour la parité, mais aussi les a encouragées à prendre des initiatives ambitieuses et à être compétitives. "Pourquoi ne pas compter un jour dans le pays une femme présidente de la République, voire Première ministre ? ", s'est-elle interrogée.

Blandine Lusimana

SANTÉ

Cong'Autisme organise une conférence de sensibilisation

L'activité rentre dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale de l'autisme, ce 22 avril.

L'association sans but lucratif Cong'Autisme organise, à partir de 10 h 30 m, au Cercle culturel Boboto, à Gombe, une conférence sur l'autisme avec pour thème « Amélioration de l'inclusion des personnes vivant avec autisme en RDC ». Cette activité se tient en marge de la Journée mondiale de sensibilisation à cette maladie et est mise sous le haut patronage du président de la République et de la première dame.

L'autisme est un trouble du développement humain caractérisé par des difficultés de l'apprentissage social et de la communication, avec des comportements stéréotypés et persévératifs. Il est donc un trouble neuro-développemental qui se manifeste avant l'âge de 3 ans, affectant les interactions sociales réciproques, la communication et le comportement à caractère restreint, répétitif et stéréotypé.

Selon des spécialistes, ces signes ne sont pas toujours faciles à distinguer. Ce qui les amène à conseiller, en cas de suspicion, de consulter un professionnel de santé, car la précocité de la prise en charge est essentielle. Mais il est également prévenu qu'un diagnostic requiert une évaluation dans plusieurs domaines qu'un médecin isolé et/

ou aux connaissances non actualisées ne pourra conduire.

Parmi les éléments qui favorise l'augmentation du nombre des personnes vivant avec cette affection, il y a notamment le diagnostic trop tardif, le manque de coordination des professionnels, la persistance d'une approche psychanalytique inadaptée, etc. Alors que la prise en charge de l'autisme dépend en grande partie de la précocité de son dépistage, celui-ci reste très insuffisant en RDC.

Il est, par exemple, souligné qu'en France, où cette affection touche près de quatre-vingt mille personnes, le nouveau plan autisme propose cinq engagements pour favoriser le dépistage précoce, la scolarisation des enfants autistes, le soutien aux familles et aux adultes autistes ainsi que la recherche sur ce trouble du développement.

En RDC, l'espoir est qu'avec l'avènement de Cong'Autisme, qui aura la charge de coordonner toutes les structures actives dans ce domaine de la santé publique et de la vie sociale, la situation des personnes vivant avec l'autisme ne sera plus une nouveauté et sa gestion sera désormais faite sur des bases connues en vue de voir développer la prise en charge des personnes vivant avec cette maladie.

Lucien Dianzenza

MALADIE À VIRUS EBOLA

Les jeunes Nande de Kinshasa écrivent au ministre de la Santé publique

La lettre ouverte déposée fin mars, aussi bien aux autorités du pays qu'aux organismes internationaux, y compris au cabinet du Dr Mukwege, relève les défaillances dans la riposte de l'épidémie. Les auteurs s'attendent à une implication des pouvoirs publics vue de son éradication car elle a déjà fait plus de mille morts.

La Coordination de la jeunesse Nande de Kinshasa (Cojeunak), représentée par son porte-parole, Nicole Kavira Kinyoma, et son premier vice-président, Gloire Nzanzu Mukandirwa, a indiqué que la province du Nord-Kivu attend des autorités une prise en charge plus effective et une riposte adquate pour éradiquer la maladie à virus Ebola dans la contrée.

Dans leur correspondance, les jeunes de l'ethnie Nande vivant à Kinshasa ont, en effet, rappelé que c'est depuis le 1er août 2018 que la dixième épidémie de la maladie à virus Ebola sévit dans cette province. Ils regrettent que les équipes sanitaires peinent encore à contenir cette maladie qui vient de dépasser la barre de mille cas. « Et le pire dans tout cela est qu'aujourd'hui, on a tendance à remettre en cause une raison diplomatique, tout en donnant la responsabilité de la non-maîtrise de la maladie à virus Ebola à la communauté », a souligné la Cojeunak.

Des défaillances constatées dans la riposte

Les jeunes Nande affirment avoir constaté une faiblesse dans le plaidoyer que doivent mener les ministères comme contribution à la prévention et/ou à la

riposte, en activant les établissements ou les services publics sous leur tutelle, tout en facilitant la tâche à l'équipe de riposte.

Du point de vue mobilisation sociale, ils ont fait état également d'un faible appui matériel et financier aux ONG de sensibilisation de masse, à des dynamiques de quartiers et d'avenues, à des associations des métiers formels et informels. La Cojeunak condamne aussi une faiblesse manifeste sur le plan de la mobilisation sociale des associations confessionnelles, en laissant la place au « réflexe élitiste et paternaliste ». Aussi parle-t-elle d'une faiblesse dans l'argumentaire de réplique des équipes de riposte face aux rumeurs et préjugés de la population. « Chose grave, il y a certains membres de l'équipe de riposte qui vont jusqu'à se mettre en état de colère et de lancer même des paroles de stigmatisation à l'égard de la communauté rongée par des situations des conflits armés violents depuis plusieurs décennies », déplore cette association, proposant ainsi la méthode stigma-free dans la communication préventive.

Sur le plan de la vaccination, la Cojeunak indique que le mode de vaccination en anneau choisi pour contrer cette maladie était mal appliqué dans le Nord-Kivu, ainsi que le manque d'informations et la mauvaise interprétation du rôle de vaccin dans la prévention contre Ebola, qui continue à planer au sein de la communauté, et les soupçons de corruption dans l'administration de ce vaccin.

Lucien Dianzenza

ARTS

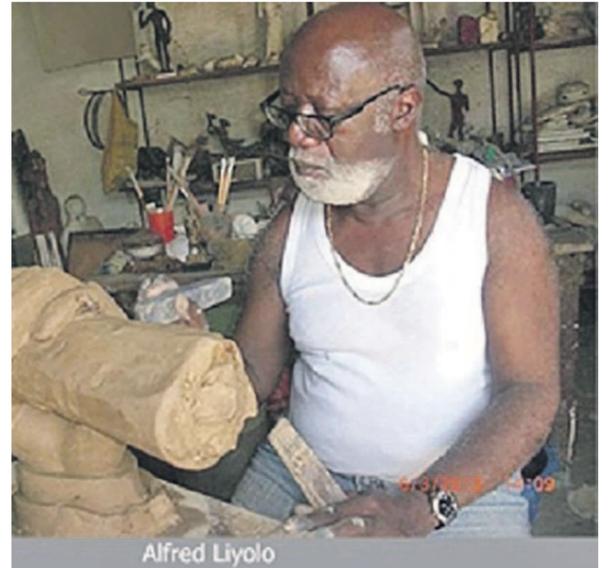
Décès en Autriche de Me Liyolo

Le sculpteur a tiré sa révérence, le 1er avril à Vienne, ont confirmé par plusieurs sources concordantes.

Artiste-sculpteur de renommée internationale, Alfred Liyolo souffrait depuis plusieurs mois. D'où ses contrôles médicaux incessants à l'étranger, notamment en Autriche où il réside avec sa famille. Le 1er avril, d'aucuns ont mis du temps avant de créditer la nouvelle de son décès qu'ils ont vite assimilée à un poisson d'avril. Mais face à la réalité implacable et surtout à l'évidence, ils ont fini par assumer cette fatalité, à savoir que le sculpteur avait bel et bien quitté la terre des hommes.

Connu pour ses monuments historiques qui ornent plusieurs places publiques tant à Kinshasa qu'ailleurs, dans l'arrière-pays, Me Liyolo reste une référence dans son domaine et un repère pour la nouvelle génération artistique. La place des artistes à Kinshasa, représentée par les deux mains jointes qui y trônent, passe pour une de ses chefs d'œuvre. Il est parmi ceux qui ont porté haut le flambeau de l'art plastique congolais à l'étranger. Il a eu à réaliser tous les bustes des commissaires généraux depuis la colonisation ainsi que ceux de tous les premiers ministres que la RDC a comptés depuis l'indépendance.

Né en 1943, l'illustre disparu enseignait à l'Académie des beaux-arts. Il est devenu, en 1982, directeur général de cette école



Alfred Liyolo

Me Liyolo Alfred

d'arts de Kinshasa. Il quittera par la suite la RDC avec sa famille pour s'installer en Autriche, plus précisément à Vienne. Il y dispensait des cours dans certaines écoles et exposait ses œuvres lors des expositions foraines. En juillet 2013, dans le souci de servir son pays, il s'est décidé de le regagner pour couronner sa carrière professorale de belle manière : il sera nommé professeur émérite par décret ministériel.

Le corps du sculpteur d'exception sera bientôt rapatrié en vue de permettre à la nation de lui rendre les derniers hommages. Aux Grands hommes, la patrie est reconnaissante.

Mélanie Batata Lukeni (stagiaire)

BOXE

Le mi-lourd Landry Balo Matete prépare les Jeux africains 2019

Le rendez-vous est prévu dans cinq mois et la préparation devrait maintenant débiter. Le pugiliste, champion du Congo de mi-lourd, l'a compris. Aussi s'est-il remis aux entraînements afin de ramener une médaille du Maroc où se déroulera la compétition.

Couronné champion du Congo de mi-lourd 2018, le jeune boxeur Landry Matete, alias Balo, pense déjà aux prochains Jeux africains qui auront lieu, du 23 août au 3 septembre, à Casablanca et à Rabat, au Maroc. Le puncheur veut dignement représenter la République démocratique du Congo à cette compétition en terre chérifienne. C'est dans le cadre des combats de préparation organisés récemment au stadium Ymca, au quartier Matonge, à Kinshasa, qu'il a battu par KO au deuxième round, Benjamin Kianza, champion de l'Entente de boxe de Kin-Ouest Kianza. « C'est pour la troisième fois que je bats mon adversaire Kianza. La première fois, c'était aux points, en demi-finale du championnat de Kinshasa en 2017, la deuxième fois en demi-finale du championnat de Kinshasa, toujours aux points, en 2018. Et cette troisième fois, par KO au deuxième round pour le compte des préparatifs des Jeux africains 2019 », a déclaré le vainqueur.

Affectueusement appelé l'attaquant du ciel, « Mobundi molongi » (le combattant vainqueur) a indiqué, après cette opposition : « Je suis en chaleur, je ressors du championnat national que j'ai remporté avec

succès, et à mon état actuel, la défaite n'est pas envisageable. Même si cela pourrait arriver d'une manière ou d'une autre, je m'efforce d'être toujours au top et en super forme pour toujours triompher et ressortir victorieux comme mon club m'a baptisé "Mobundi molongi" ».

« Je suis en chaleur, je ressors du championnat national que j'ai remporté avec succès, et à mon état actuel, la défaite n'est pas envisageable. Même si cela pourrait arriver d'une manière ou d'une autre, je m'efforce d'être toujours au top et en super forme pour toujours triompher et ressortir victorieux comme mon club m'a baptisé « Mobundi molongi » ».

A propos des prochains Jeux africains où la RDC amènera une délégation des boxeurs, Landry Balo Matete ne pense pas à autre chose que d'y briller et élever le drapeau congolais. « Les Jeux africains ne sont pas une mince



Landry Matete Kankonde alias "Balo", champion du Congo en titre de mi-lourds

affaire. Aussi dois-je multiplier mes heures d'entraînement et de l'intensité pour pouvoir aussi briller sur le plan continental ».

Il a saisi la balle au bond pour lancer un appel aux amoureux de la boxe, à ceux qui l'apprécient et voient en lui un futur champion du monde de le soutenir sur tous les

plans. « C'est vraiment une nécessité », a-t-il conclu.

Rappelons que le mi-lourd Landry Matete Kankonde, alias Balo, fait partie de la maison Bonyeme Boxing Promotion de Patrick Bonyeme aidé par son frère Alain, domicilié en Afrique du Sud.

Martin Engimo

ELECTIONS À BENI, BUTEMBO ET YUMBI

Les résultats attendus d'ici au 6 avril

La Commission électorale nationale indépendante (Céni) a organisé, le 31 mars, les législatives nationales et provinciales dans toutes les circonscriptions où elles n'avaient pas eu lieu le 30 décembre. Les habitants de ces coins de la République ont pu finalement exercer leur droit démocratique en choisissant librement ceux qu'ils pensent être capables de les représenter dans les deux assemblées.

Dans l'ensemble, à en croire des sources, les choses se sont plutôt bien passées. Un peu partout où les scrutins ont été organisés, il n'y a eu aucun incident majeur. Dans les quatre territoires appelés aux urnes, les habitants ont affiché un intérêt grandissant pour cet exercice démocratique quoique, dans la matinée, les électeurs se soient fait désirer dans les bureaux de vote. Ce n'est qu'en début de soirée qu'il a été observé une grande af-

fluence symbolisée par des longues files d'attente. Malgré cela, tout le monde a pu voter, les bureaux étant restés ouverts au-delà de 18 h pour recevoir les éventuels retardataires.

« Plus de la moitié des électeurs ont pu participer au scrutin », se convainc la Synergie des missions citoyennes d'observation électorale (Symocel) qui a déployé six cent quarante-huit observateurs. Concernant la machine à voter, cette mission a relevé quelques pannes mineures survenues dans certains centres mais rapidement prises en charge par le personnel technique de la Céni. Entre-temps, des éléments du groupe armé Maï-Maï, aperçus aux abords de centres de vote, ont relayé la police dans plusieurs endroits du territoire de Beni pour sécuriser les lieux. Preuve que la sécurité était garantie,



Des électeurs vérifiant leurs noms sur les listes

nonobstant quelques coups de feu entendus notamment au centre de vote de l'école primaire Malepe, en commune de Beu, à Bunia, sans grande conséquence. L'acte a été posé par deux hommes armés et un civil en mal de sensation, a-t-on appris.

En dépit du faible taux de participation, sans commune mesure avec la campagne électorale intense menée par les candidats, une chose est sûre, les résultats affichés devant les bureaux de vote après le dépouillement effectué le même jour reflètent bien

les choix de la population. A ce sujet, il nous revient que le dépouillement s'est fait jusqu'au petit matin. Plusieurs témoins et agents de la Céni ont passé la nuit dans différents centres de vote pour le comptage manuel.

Alain Diasso

LINAFOOT/LIGUE 1

V.Club et Mazembe battus, bonne opération du DCMP

Les deux clubs en pôle position au classement provisoire de la 24^e édition du championnat national de football (Linafoot) ont connu un week-end amer.

Le 30 mars au stade Frédéric-Kibassa-Maliba de Lubumbashi, le FC Saint-Eloi Lupopo a conjuré un mauvais sort qui perdurait depuis plus d'une décennie. Douze ans durant, le club bleu et or de la capitale du cuivre n'arrivait pas à battre son rival de toujours, le TP Mazembe. L'attente a été longue mais c'est maintenant chose faite.

Les Cheminots ont disposé des Corbeaux par la plus petite des marges, un but à zéro, une réalisation de Rodreck Mutuna à la 70^e mn, en match remis de la 20^e journée. Les joueurs du coach adjoint Mukendi ont ensuite su garder leur cage inviolée, se regroupant très rapidement dans leur moitié de terrain jusqu'au coup de sifflet final. Mazembe tombe donc après vingt-deux matchs joués en championnat.

Le même jour sur la même pelouse, en première rencontre, l'AS Maniema Union de Kindu a dominé le CS Don Bosco de Lubumbashi par deux buts à un but, en match de la 27^e journée. Après une première mi-temps sans but, tout s'est joué en seconde période. Bonaventure Mbuka et Glody Kilangalanga sur penalty ont été les auteurs du club venu de la province du Maniema. Le but des locaux a été l'œuvre de Kisangala, à la 81^e mn, réussissant à égaliser, avant d'encaisser un second sur penalty.

Le jour suivant, au stade de l'Unité de Goma, dans la province du Nord-Kivu, l'AS V.Club devait mettre à profit la dé-



Le but de Lupopo contre Mazembe, le 30 mars 2019, à Lubumbashi

faite de Mazembe pour creuser l'écart, d'autant plus que cette équipe a un match en plus à jouer. Mais hélas, le club vert et noir de Kinshasa a été surpris par l'AS Nyuki de Butembo, détentrice du trophée de la Coupe du Congo 2018. Les Abeilles ont littéralement piqué les Dauphins noirs. Score de la partie : deux buts à un. V.Club a pourtant été le premier à ouvrir la marque, à la 33^e mn par le biais de Wango, reprenant de la tête un corner de Jérémie Mumbere. Nyuki a égalisé à la 55^e mn par Emmanuel Bola sur une grossière erreur du gardien de but camerounais, Nelson Lukongo de V.Club. Et Machozi Nguliko a offert la victoire à l'équipe de Butembo sur un ogre du football national, à la 75^e mn. Une victoire qui restera gravée dans les annales de l'AS Nyuki qui prend ainsi sa revanche, après avoir été

battue en décembre 2018 par V.Club, à Kinshasa, sur le même score.

La défaite n'a pas du tout été du goût du coach Florent Ibenge. « Cette défaite est logique. Quand vous ne respectez pas le football, vous êtes punis. Aujourd'hui, on n'a pas respecté le football, on est entré avec beaucoup plus d'insuffisance. Nyuki nous a dominés physiquement et mentalement. Ce qui n'est pas du tout normal parce que nous jouions le titre. Nous n'avons aucune excuse. Donc, tant pis pour nous », a-t-il déclaré.

La bonne opération du week-end a été certainement à mettre à l'actif du Daring Club Motema Pembe (DCMP). Le club vert et blanc de la capitale a réussi à sortir du piège AC Rangers, le 31 mars, au stade Tata Raphaël de Kinshasa, en match comptant pour la 26^e journée de

la Ligue 1. Pour cette rencontre, le staff technique des Immaculés de Kinshasa, avec le coach Otis Ngoma et Michel Kigoma, a fait confiance au gardien de but Nathan Mabruki, et dans le champ à Mukoko Amale, Ngimbi Christian, Inonga Baka, alias « Varane », Mbomba Dezy, Sukama Lema, Nkounkou Moïse, Luani Eddy, Adam Bossu Nzali (transfuge de Rangers), l'Ivoirien Junior Abou Koné et Ricky Tulengi. Entré en cours du jeu en seconde période, l'attaquant Vinny Bongonga a signé l'unique but de la partie à la 80^e mn.

Classement...

Au classement, V.Club, malgré sa défaite, demeure premier avec soixante-cinq points après vingt-cinq matchs, devant le TP Mazembe, soixante et un points en vingt-deux matchs. DCMP rejoint ce peloton de tête avec cinquante-neuf points après matchs, mettant encore un peu plus de pression aux deux clubs devant lui. Avec six points gagnés en deux matchs livrés à Lubumbashi (un but à zéro contre Jeunesse sportive Groupe Bazano et Don Bosco), l'AS Maniema Union est solidement positionnée à la quatrième position avec quarante-huit points au terme de vingt-cinq matchs. Le FC Saint-Eloi Lupopo récupère provisoirement la cinquième place avec trente-quatre points. Rangers compte trente et un points, devant Don Bosco qui se retrouve à la septième place avec trente points. Nyuki est onzième avec vingt-sept points, derrière Sanga Balende qui en a également vingt-sept, mais avec un goal average plus avantageux.

Martin Engimo



CONFÉRENCE INTERAFRICAINNE
DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE CIPRES

AVIS DE VACANCE ET D'APPEL A CANDIDATURES POUR LE POSTE DE SECRETAIRE EXECUTIF

En application de l'article 34 du Traité instituant la Conférence Inter-africaine de la Prévoyance Sociale (CIPRES) et des conclusions de la 27^{ème} session ordinaire du Conseil des Ministres de tutelle de la Prévoyance Sociale, tenue le 08 mars 2019 à Lomé (Togo), la CIPRES recrute son Secrétaire Exécutif, poste qui sera vacant dès septembre 2019.

1. RESPONSABILITES ET ATTRIBUTIONS

Sous l'autorité du Conseil des Ministres et de la Commission de Surveillance, le Secrétaire Exécutif occupe un poste clé dans le cadre de la réalisation des objectifs stratégiques définis par le Traité instituant la CIPRES. A ce titre, entre autres missions, il est notamment chargé de la préparation, de l'exécution et du suivi des actes du Conseil des Ministres et de la Commission de Surveillance.

Il est le responsable de l'administration générale, de la supervision et de la coordination des structures techniques, administratives, financières et comptables du Secrétariat Exécutif.

Il assure le secrétariat des sessions du Conseil des Ministres, de la Commission de Surveillance et du Comité d'Experts.

Il soumet au Conseil des Ministres un rapport annuel d'activités.

2. PROFIL

Titulaire d'un BAC+5 au minimum et nanti d'une solide expérience professionnelle d'au moins dix (10) années dont cinq (05) à un poste de direction dans la haute administration publique ou privée ou dans les Institutions Internationales, le candidat doit avoir :

- une bonne connaissance du secteur de la prévoyance sociale ;
- une expérience dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques

publiques ou privées, programmes et projets en général.

- Il doit être âgé de 35 ans au moins et de 55 ans au plus à la date d'ouverture du concours et être ressortissant d'un Etat de l'Afrique Centrale membre de la Conférence.

Le Secrétaire Exécutif bénéficie du statut diplomatique, son mandat est de cinq (05) ans, renouvelable au plus une (01) fois.

3. RETRAIT ET DEPOT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

Les dossiers de candidature, pour le cas du Congo, sont à retirer, dès à présent, au secrétariat du Directeur Général de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) sise, boulevard Denis SASSO NGUESSO, rond point Ex-monoprix, du lundi au vendredi, de 08h à 15h. Les dossiers sont à déposer au même secrétariat, au plus tard le 10 octobre 2019. Ils seront transmis par le Ministre de Tutelle au Secrétariat Exécutif de la CIPRES, pour sélection, au plus tard le 20 avril 2019.

Lomé, le 18 mars 2019

LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DE SURVEILLANCE

Cheikh Tidiane TOUNKARA



CONFÉRENCE INTERAFRICAINNE
DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE CIPRES

AVIS DE VACANCE DE POSTES D'INSPECTEUR DE LA CIPRES ET D'APPEL A CANDIDATURES

En application de l'article 39 du Traité instituant la Conférence Inter-africaine de la Prévoyance Sociale (CIPRES) et des Décisions de la 27^{ème} session ordinaire du Conseil des Ministres de tutelle de la Prévoyance Sociale, tenue le 08 mars 2019 à Lomé (Togo), la CIPRES recrute trois (03) Inspecteurs Régionaux de la Prévoyance Sociale dont deux (02) de l'Afrique de l'Ouest et un (01) de l'Afrique Centrale.

1. ATTRIBUTIONS ET TACHES

Sous l'autorité du Secrétaire Exécutif et du Chef de l'Inspection, les Inspecteurs effectuent :

- le contrôle sur place ou sur pièces des organismes de prévoyance sociale des Etats membres ;
- l'évaluation et le suivi des règles communes de gestion des Organismes ;
- la réalisation d'études et l'élaboration de propositions d'harmonisation des dispositions législatives et réglementaires applicables aux Organismes etc.

2. PROFIL

Le candidat devra être ressortissant d'un Etat membre de la CIPRES et titulaire d'un BAC+5 au minimum.

Il doit avoir occupé pendant cinq (05) ans au moins, un emploi de cadre supérieur dans tout domaine de compétence et devra disposer d'une bonne connaissance des principes de sécurité sociale ainsi que des règles et procédures de gestion (gestion technique, financière et administrative) des Organismes de Prévoyance Sociale.

Il doit être âgé de 35 ans au moins et de 50 ans au plus à la date d'ouverture du concours. L'Inspecteur bénéficie du statut diplomatique.

3. RETRAIT ET DEPOT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

Les dossiers de candidature, pour le cas du Congo, sont à retirer, dès à présent, au secrétariat du Directeur Général de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) sise, boulevard Denis SASSO NGUESSO, rond point Ex-monoprix, du lundi au vendredi, de 08h à 15h. Les dossiers sont à déposer au même secrétariat, au plus tard le 10 octobre 2019. Ils seront transmis par le Ministre de Tutelle au Secrétariat Exécutif de la CIPRES, pour sélection, au plus tard le 20 avril 2019.

Lomé, le 18 mars 2019

LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DE SURVEILLANCE

Cheikh Tidiane TOUNKARA

FORMATION QUALIFIANTE

L'Italie se propose d'apporter son expérience au Congo

Le ministre de tutelle, Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint Eudes, a échangé sur la question, le 1^{er} avril à Brazzaville, avec l'ambassadeur italien, Stefano De Leo.

Les entretiens entre les deux personnalités ont tourné autour des sujets inhérents à la formation qualifiante, à l'agriculture, à l'exploitation forestière, à la création d'emplois et à la construction des bâtiments. Le diplomate italien a émis le vœu de voir les deux pays investir dans la formation des ressources humaines pour espérer, a-t-il expliqué, diversifier l'économie congolaise.

« L'Italie dispose d'une grande

partenariats dans ce sens, notamment dans les secteurs agricoles, du bois et de la construction », a-t-il indiqué. Stefano De Leo a ajouté que le Congo jouit d'un atout important dans le domaine de l'exploitation forestière au regard de l'ensemble des forêts dont il possède. « Si l'on peut engager des chantiers importants dans les secteurs que je viens de citer, on pourrait espérer, dans un



Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint Eudes s'entretenant avec Stefano De Leo

« Les secteurs d'activités dans lesquels l'Italie compte investir au Congo constituent les leviers de l'économie de mon pays. Il pourrait en être autant pour le Congo si nos deux pays mutualisent leurs efforts »

expérience dans le domaine de la formation des formateurs. Il y a des possibilités que nos deux pays entretiennent des

futur proche, renforcer la coopération entre nos Etats », a-t-il renchéri.

Par ailleurs, le diplomate italien a

rappelé que son pays dispose de nombreuses sociétés au Congo. Ce qui constitue, selon lui, un avantage pour la création d'emplois surtout pour les jeunes, dont l'âge varie entre 15 et 30 ans. « Les secteurs d'activités

dans lesquels l'Italie compte investir au Congo constituent les leviers de l'économie de mon pays. Il pourrait en être autant pour le Congo si nos deux pays mutualisent leurs efforts », a-t-il insisté, arguant

que la crise économique que traverse le Congo est presque mondiale. Il suffit, a-t-il conclu, de créer des partenariats économiques fructueux pour venir à bout de cette conjoncture.

Roger Ngombé

DÉBAT

Une jeunesse sans qualification, un frein pour l'émergence

L'association "Nouvel ordre émergent" (NOE) a animé, le 30 mars à Brazzaville, une conférence-débat sur le thème : « Une jeunesse engagée pour un Congo émergent », pour sensibiliser les jeunes à la vision du gouvernement de faire du Congo un pays émergent dans un proche avenir. Mais, il en est ressorti qu'une jeunesse désœuvrée et sans qualification peut contrarier l'atteinte de cet objectif.

Quelques dizaines de jeunes brazzavillois, filles comme garçons, essentiellement étudiants, lycéens et collégiens, ont pris part à la causerie-débat, animée par les responsables de l'ONG NOE, une association apolitique animée par un groupe de jeunes congolais.

Développant son thème, le président de cette organisation, Dany Charles Soussa Itoua, a expliqué aux jeunes que le gouvernement caresse, depuis



Les participants

« Nous avons parlé de l'émergence du Congo et cela ne peut être possible que si nous, jeunes, adoptons de nouveaux comportements, parce que l'émergence commence toujours par le changement de mentalités. Nous avons aussi abordé la problématique d'antivaleurs qui minent la jeunesse. Nous sommes donc appelés à prendre le relais dans nos milieux respectifs afin de combattre ce type de comportements »

quelques années déjà, la vision et l'ambition de faire du Congo un pays émergent. Il leur a fait savoir, par ailleurs, que la jeunesse constitue l'un des piliers essentiels qui favoriseront l'atteinte de ce noble objectif et pour lequel le gouvernement fonde son espoir.

L'orateur a indiqué que pour accomplir loyalement cette mission, la jeunesse doit adop-

ter des comportements nouveaux et responsables, en bannissant toutes les antivaleurs, notamment la violence qui se manifeste par le phénomène «bébés noirs», la violence, le vol, le viol, la paresse ainsi que d'autres agissements négatifs qui gangrèment la société aujourd'hui.

« Le phénomène bébés noirs est une épine dans la botte du

gouvernement. En tant que jeunes, nous voulons juste l'aider à combattre ce fléau, en sensibilisant les jeunes afin qu'ils tournent le dos à ces antivaleurs qui n'honorent pas l'image de la jeunesse congolaise », a souligné Dany Charles Soussa Itoua.

Pendant les débats qui ont suivi, les jeunes ont reconnu le rôle qu'ils jouent dans la so-

ciété mais aussi la place qu'ils occupent dans le processus de développement du pays. Ils ont estimé, cependant, que pour que cette couche sociale, la plus nombreuse dans le pays, contribue efficacement à l'émergence, elle doit être formée et bien éduquée. Ils ont mis en cause le système éducatif qui, selon eux, devient plus défaillant, incapable de leur donner une formation digne, pouvant leur permettre d'accompagner le gouvernement dans sa vision. « Nous avons parlé de l'émergence du Congo et cela ne peut être possible que si nous, jeunes, adoptons de nouveaux comportements, parce que l'émergence commence toujours par le changement de mentalités. Nous avons aussi abordé la problématique d'antivaleurs qui minent la jeunesse. Nous sommes donc appelés à prendre le relais dans nos milieux respectifs afin de combattre ce type de comportements », a réagi, pour sa part, le président du regroupement des chefs de classe des élèves et étudiants du Congo, Dupouvoir Otété.

En conclusion, les participants ont relevé que sans une jeunesse qualifiée et bien formée, le rêve de l'émergence risquera d'être une vue de l'esprit, une simple utopie.

Firmin Oyé

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Nécessité d'écouter les jeunes pour relever le défi

La présidente de l'Assemblée générale des Nations unies, Maria Fernanda Espinosa, a initié une réunion de haut niveau sur le climat et le développement durable pour tous. Elle a demandé que les avis de la jeunesse, mobilisée dans le monde pour réclamer des réponses claires sur la question, soient pris en compte.

Maria Fernanda Espinosa a estimé que les jeunes d'aujourd'hui appartiennent à « la dernière génération qui peut éviter de causer des dommages irréparables à la planète » et « ne pas les écouter est une erreur », tout comme le fait de croire que le monde dispose de beaucoup de temps pour la lutte contre le changement climatique.

Elle a souligné l'urgence d'agir, rappelant que le dernier rapport du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (Giec) a sonné l'alarme sur l'irréversibilité et l'ampleur de ce phénomène. Elle en a voulu pour preuve le cyclone Idai qui a dévasté le Mozambique, le Malawi et le Zimbabwe, causant des centaines de morts et affectant des millions de personnes.

« L'une des pires catastrophes météorologiques de l'histoire de l'Afrique », a-t-elle déploré. « Ce ne sont là que des signes avant-cou-

reurs de ce que nous devrions éviter », a-t-elle mis en garde. La présidente de l'Assemblée générale des Nations unies a réitéré son appel pour que 2019 soit l'année de l'action climatique à tous les niveaux et avec tous les acteurs. Car chacun à son niveau peut améliorer son empreinte carbone à travers le « choix des aliments consommés, des vêtements, des moyens de transport et les déchets générés ».

« Le rôle des jeunes en tant qu'agents de changement est central. C'est une question de survie pour tous, sans exception. L'humanité est à la croisée des chemins et le moment est venu de décider quel chemin nous voulons emprunter »

« Nous avons besoin de changement systémique », a-t-elle martelé. Selon elle, une croissance économique en harmonie avec la nature est possible à condition de modifier les modes de pro-

duction et de consommation et d'éviter les gaspillages ainsi que les excès. Maria Fernanda Espinosa a pointé du doigt ce paradoxe de voir 1,3 milliard de tonnes de nourriture gaspillées chaque année, alors que près de deux milliards de personnes souffrent de la faim ou de malnutrition. Elle pense que l'augmentation de la production agricole doit aller de pair avec des mesures de conservation des forêts, « poumons du monde »,

Paris et le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Les deux textes se renforcent mutuellement, car « sans action climatique, aucun programme de développement durable n'est possible », a-t-elle soutenu. Pour elle, une action climatique audacieuse présente également des avantages économiques d'envergure. A lui seul, le secteur de l'énergie durable pourrait créer environ dix-huit millions d'emplois. Dans le même temps, elle a évalué le coût de l'inaction à deux milliards de dollars par an et mentionné l'impact sur la santé et le bien-être de la population.

La présidente de l'Assemblée générale des Nations unies a indiqué que le nombre de personnes vivant dans la pauvreté en raison des effets climatiques et estimé à vingt-six millions par an pourrait être réduit. Elle a également appelé à réduire le nombre des déplacés climatiques qui a at-

teint quelque deux millions en 2018. Dès lors, une approche intégrée est essentielle pour faire avancer le Programme 2030 et l'Accord de Paris, a-t-elle insisté, avant d'annoncer une série de manifestations prévues dans les mois à venir afin de « synchroniser encore plus ces engagements » ; citant les forums politiques de l'Ecosoc; de l'Assemblée générale en septembre; le sommet sur le climat organisé par le secrétaire général de l'ONU.

Maria Fernanda Espinosa a préconisé d'aborder les changements climatiques dans le cadre d'une approche intergénérationnelle, concluant : « Le rôle des jeunes en tant qu'agents de changement est central. C'est une question de survie pour tous, sans exception. L'humanité est à la croisée des chemins et le moment est venu de décider quel chemin nous voulons emprunter »

Noël Ndong

DÉVELOPPEMENT

La BAD en voie de publier des rapports sur les perspectives économiques régionales

Suite au lancement réussi de l'édition 2019 de ses perspectives économiques pour l'Afrique, la banque va rendre publiques les versions régionales Afrique de l'ouest, du centre, de l'est et du nord.

Le lancement du document, pour l'Afrique de l'ouest, aura lieu à Abuja, au Nigeria, tandis que celui de l'Afrique centrale se passera à Yaoundé; au Cameroun. Nairobi, au Kenya, abritera cet événement pour l'Afrique de l'est pendant que pour l'Afrique australe, ce sera à Pretoria; en Afrique du Sud. Celui de l'Afrique du nord se déroulera au Caire, en Égypte.

Chaque rapport analyse la croissance économique de la région concernée, ses moteurs et ses implications

et offre des prévisions à court et à moyen terme sur les principaux facteurs socio-économiques, tout en examinant les défis et les progrès. Le texte passe également en revue l'état de l'intégration régionale et fournit une analyse approfondie des politiques spécifiques aux régions. Le rapport est le résultat du travail et de l'analyse des experts économiques de la Banque africaine de développement (BAD), indispensable pour les décideurs, les universitaires, les investisseurs, les professionnels du secteur du développement et de la finance et la presse. Il est utilisé pour éclairer le dialogue politique et améliorer l'efficacité opérationnelle des institutions.

N. Nd.

ZONE FRANC

Bruno Le Maire admet des améliorations

Le ministre français de l'Economie et des finances a déclaré que « la zone franc est un élément de stabilité pour ses États membres, mais il est toujours possible de l'améliorer ».

« La France est ouverte à des initiatives d'amélioration de la zone franc CFA, mais il incombe à ses États membres de décider sur ce sujet », a estimé l'argentier français, lors de son déplacement à Niamey, au Niger, pour une réunion avec ses homologues de la zone et les gouverneurs des banques centrales.

Tous les États membres ont réaffirmé leur attachement à cette zone. D'abord, « c'est de la stabilité, c'est un moyen de lutter contre l'inflation », a souligné Bruno Le Maire.

Selon lui, la zone franc permet aux in-

vestisseurs « de venir plus facilement dans les États qui en sont membres ». Dans le même temps, il a pensé qu'il était « bien sûr » possible de l'améliorer. Ajoutant : « Est-ce que nous sommes ouverts à des améliorations? Bien sûr aussi, mais c'est aux États membres de décider ».

À l'heure actuelle, quatorze pays africains, dont douze anciennes colonies françaises, utilisent le franc CFA comme monnaie officielle. Sa valeur étant indexée sur l'euro, les économies africaines concernées restent dépendantes de la politique monétaire européenne. En février dernier, le vice-président du Conseil italien, Luigi di Maio, a accusé Paris d'utiliser « le franc des colonies », afin de « financer sa dette publique ».

N. Nd.

ALGÉRIE

La formation d'un nouveau gouvernement loin d'apaiser la rue

Essentiellement composée de technocrates, la nouvelle équipe de l'exécutif, rendue publique le 31 mars, ne semble pas apaiser la rue toujours mobilisée pour obtenir le départ du président Abdelaziz Bouteflika, pour lequel des médias s'interrogent ouvertement sur sa possible démission.

Quelques centaines de personnes ont manifesté dans la nuit de dimanche à lundi, à Alger, après l'annonce du nouveau gouvernement assez terne, loin du rajeunissement annoncé, dont les nouvelles têtes sont essentiellement des hauts fonctionnaires. Il est composé pour plus du quart (huit sur vingt-huit) de ministres de la précédente équipe, dont les deux poids lourds : le Premier ministre Nouredine Bedoui et le général Ahmed Gaïd Salah, numéro 2 dans l'ordre protocolaire.

Nouredine Bedoui, un fidèle d'Abdelaziz Bouteflika, a été décrié dès sa nomination, le 11 mars, en raison de ses précédentes fonctions de zélé ministre de l'Intérieur, peu à même d'inspirer confiance à la contestation. Il aura mis vingt jours pour former son gouvernement, annoncé comme devant gérer les affaires courantes durant une « transition » prévue à une date incertaine.

Inamovible chef d'état-major de l'armée depuis quinze ans, le général Gaïd Salah conserve son portefeuille de vice-ministre de la Défense qu'il détient depuis 2013, après avoir semblé engager un bras de fer avec l'entourage présidentiel.

Fidèle indéfectible de l'actuel président jusqu'à il y a peu, le général Gaïd Salah a fermement réitéré le même jour la nécessité du départ du pouvoir, avant la fin de son mandat, le 28 avril, du chef de l'Etat, lâché durant la semaine par une bonne partie de ses soutiens.

Le site d'information TSA (Tout sur l'Algérie) voit dans son main-

tien au sein du gouvernement le « résultat d'un compromis entre le commandement de l'armée et la présidence ».

Après avoir envisagé une inquiétante « guerre de tranchée » entre l'armée et le clan Bouteflika, les médias algériens bruissent désormais des rumeurs d'une démission prochaine du chef de l'Etat de 82 ans, affaibli depuis 2013 par les séquelles d'un AVC et contesté de manière inédite et massive dans la rue depuis le 22 février.

« Le début de la fin » ?

Hasard ou annonce codée ? L'éditorial du quotidien d'Etat El Moudjahid, traditionnel vecteur de messages du pouvoir, s'intitule « Le début de la fin ? ».

« La proposition de l'armée de recourir aux dispositions de la Constitution » pour que le chef de l'Etat quitte le pouvoir « est la seule qui offre une porte de sortie claire et convaincante », note El Moudjahid.

Le quotidien indépendant Liberté voit dans la nomination du nouveau gouvernement le « dernier acte politique d'Abdelaziz Bouteflika avant de quitter la présidence », malgré la volonté affichée de l'intéressé de se maintenir au-delà de l'expiration de son mandat pour diriger une période de « transition ».

Le maintien du général Gaïd Salah « achève de démontrer que le règne de Bouteflika tire à sa fin », croit savoir le quotidien francophone qui ne pense plus à un maintien du chef de l'Etat au pouvoir.

La nomination du gouvernement, initialement censé -à défaut de calmer la rue- donner une apparence de normalité institutionnelle, intervient dans un contexte de désagrégation du « système » au pouvoir, sur fond de rumeurs entre « chasse aux sorcières » et « les rats quittent le navire »

Symbole : l'arrestation nocturne, le 1er avril, pour des raisons encore inconnues, à un poste-frontière avec la Tunisie, de l'homme d'affaires Ali Haddad, PDG du principal groupe de BTP du pays, largement dépendant des marchés publics, proche du chef de l'Etat et surtout de son frère et conseiller, Saïd Bouteflika.

Président démissionnaire de la principale organisation patronale d'Algérie, le Forum des chefs d'entreprises, devenue un instrument politique au service du pouvoir, il est l'incarnation aux yeux des Algériens des liens ambigus entre l'entourage du chef de l'Etat et les milieux économiques.

L'autorité de l'aviation civile a également interdit tout mouvement d'avions privés appartenant à des ressortissants algériens sur les aéroports du pays pour, selon certains médias algériens, empêcher certaines personnalités, susceptibles de faire l'objet d'enquêtes, de fuir le territoire national.

Plusieurs médias ont également fait état de listes, plus ou moins fournies, de personnalités interdites de sortie du territoire, liste dont l'existence a été démentie par d'autres organes de presse.

Nestor N'Gampoula et AFP

RELIGION

Quatre cent quarante-quatre musulmans du Congo attendus à la Mecque

Le Comité national qui se chargera de la préparation et la participation des musulmans du Congo au pèlerinage, du 28 juillet au 23 août prochains, en Arabie saoudite, vient d'être mis en place.

« Vous devez donc mobiliser les musulmans pour qu'ils aillent remplir leur tâche au pèlerinage qui est le troisième pilier de l'islam », a déclaré le président du Conseil supérieur islamique du Congo, El Hadj Djibril Abdoulaye Bopaka, installant Ousmane Yoka dans ses fonctions de coordonnateur du Comité national de pèlerinage, le 31 mars à Brazzaville. Le mandat à la tête de ce comité est d'une année. Il ne peut être renouvelé pour le bureau sortant que par rapport à la qualité des résultats réalisés sur le terrain. El Hadj Djibril Abdoulaye Bopaka a indiqué que le choix d'Ousmane Yoka est lié à la nécessité de ne pas retomber dans les travers du passé. En 2014 et 2015, le pèlerinage a été un fiasco, a reconnu le président du Conseil supérieur islamique du

Congo. Les frères musulmans, responsabilisés tour à tour, a-t-il dit, ont détourné les fonds. L'expérience, la connaissance du processus conduisant les pèlerins à la Mecque d'Ousmane Yoka lui ont donc valu d'être désigné coordonnateur. En 2009, il avait déjà assumé cette fonction. Le coordonnateur intronisé a reconnu que la tâche ne sera pas facile mais avec l'implication de tous les autres musulmans, le pèlerinage sera, selon lui, une réussite. « Les musulmans du Congo doivent passer le pèlerinage en paix, être dans les bonnes conditions le long de ces retrouvailles et qu'ils reviennent au pays en toute sécurité. Allah nous aidera pour être à la hauteur de la tâche », a confié Ousmane Yoka.

Rominique Makaya



Le président du Conseil supérieur islamique du Congo

SPECTACLE

Du slam pour dire « Non aux violences faites à la femme »

Sous la direction de la slameuse Mariusca Moukengué, cinq jeunes femmes avec un vécu douloureux ont livré, pour la toute première fois en public, le 28 mars à l'Institut français du Congo (IFC) de Brazzaville, des messages forts pour évoquer toutes formes d'agressions commises à l'égard de la femme.

Derrière le thème évocateur du spectacle « Slamunité des power-women : des mots sur les maux », cinq jeunes femmes de moins de 30 ans aux visages masqués, habillées en jeans et tee-shirt blanc, sont montées sur les planches de l'IFC. Elles ont surmonté leur passé douloureux grâce à une thérapie par les mots ayant duré quatre mois, racontant les agressions dont elles ont été victimes en slam. Moment émouvant pour le public. Pour l'une d'entre elles, c'était dans une ruelle obscure en plein soir avec un proche, pour l'autre droguée dans la maison de son copain, etc. Et comme pour montrer l'animosité des responsables d'agressions sexuelles, le slameur Hardy style a notamment présenté à l'assistance un texte écœurant dans lequel il précise que « ces monstres » peuvent être un cousin, un voisin, un père, un ami, le propre conjoint, qui rôdent autour des maisons, d'établissements administratifs, scolaires ou religieux. Accompagnant ces jeunes femmes sur scène, Mariusca Moukengué a notamment dénoncé le lamentable cliché d'infériorité qu'on inflige à la femme dans nos sociétés. « Elle s'enfoncé dans la conscience sociale. J'ai vu l'éducation abrutir l'enfant très tôt. Quand tôt, le jeune garçon est considéré comme l'être fort, être dominant. Et la fille, l'être faible, l'être dominé. Cette victimisation de la gent féminine qui serait l'être doux, l'être soumis, l'être oui-oui, contrainte de s'agenouiller car femme égale lit, ménage, cuisine », a déploré la slameuse. D'après elle, l'espoir, c'est tout ce qui reste à la société pour stopper les violences faites aux femmes.



Les power-women sur scène

S'il faudrait qualifier ces power-women, on dira d'elles qu'elles sont audacieuses et invincibles. Car, c'est avec beaucoup de force, d'assurance et de maîtrise qu'elles ont rythmé les quarante-cinq minutes de scène au cours de cette soirée. « Malgré les souffrances que tu as dans ta vie, pardonne à ceux qui t'ont blessé. Malgré les souffrances que tu viens de subir, prends courage et va de l'avant », chantaient-elles à chaque séquence de transition du spectacle. En effet, elles ne se sont pas résolues à subir la victimisation et aujourd'hui veulent montrer à toutes les victimes de violences que, loin de s'apitoyer sur son sort, il est bien possible de se relever et de se reconstruire. « Tu es quelqu'un de formidable, vis ta vie et vise la réussite. Que ton désir de réussir, soit plus fort que ta peur de l'échec », a soutenu l'une des power-women.

Notons que c'est dans une atmosphère de gaieté et sur des pas de danse entre les power-women et Mariusca que s'était clôturé ce spectacle.

Merveille Atipo (stagiaire)

FESTIVAL INTERNATIONAL DU LIVRE ET DES ARTS FRANCOPHONES

Les acteurs internationaux se donnent rendez-vous à Brazzaville

La troisième édition de la manifestation se déroule du 2 au 6 avril dans l'enceinte de l'Institut français du Congo de Brazzaville. Grâce à une programmation riche en couleurs, tout est prêt pour accueillir le grand public.

C'est autour du thème « Migrations et voix d'exils » que les acteurs de la culture se réuniront pour le Festival international du livre et des arts francophones (Filaf). Durant quatre jours de célébration des arts et cultures francophones, le public baignera dans diverses activités, à savoir des conférences et tables rondes, séminaires pédagogiques, spectacles, concours, cinéma et expositions.

Parmi les invités, on compte les écrivains Jean Bofane Inkoli (République démocratique du Congo), Jean-Luc Raharimanana (Madagascar), Véronique Tadjo (Côte d'Ivoire) et Armand Patrick Gbaka-Brédé dit Gauz (Côte d'Ivoire), Jean-Pierre Orban (Belgique) ; les poètes slameurs Marc Alexandre Oho Bambe dit Capitaine Alexandre (Cameroun) et Gaëlle Rauche (France) ; l'artiste peintre ivoirien, Jean-Wilfried Djaha; le producteur radio Yvan Amar (France) ; le groupe de musique Les Mamans du Congo et la chanteuse Fanie Fayar (Congo-Brazzaville) ; le groupe de danse contemporaine Cap Congo ; le concepteur graphique et artiste pop autodidacte d'origine franco-camerounaise, Fred Ebami, qui a notamment réalisé l'affiche du festival de cette année. Le Filaf, à en croire sa conceptrice et directrice, Khady Fall Diagne, a pour but de créer des ponts, des rencontres qui permettent de croiser les regards, les initiatives et les expériences entre les acteurs de la culture francophone.

Notons que ce festival est le fruit d'une collaboration entre l'Institut français du Congo avec le soutien et l'expertise de Diagne Khady Fall, enseignante expatriée de lettres au lycée Saint -Exupéry de Brazzaville, et de quelques partenaires publics et privés.

M.A. (stagiaire)

FONCTION PUBLIQUE

Des incohérences entre l'âge des parents et le nombre d'enfants à charge

Certains agents de l'administration publique, âgés de moins de 30 ans, se retrouvent avec dix enfants, selon le rapport du recensement. Un paradoxe visant à maximiser les allocations familiales avec une forte incidence financière sur le budget de l'Etat.

Le rapport du recensement des agents civils de l'Etat souligne des incohérences sur les allocations familiales payées à certains d'entre eux. Il s'agit notamment du nombre d'enfants réellement à charge et le nombre excessif d'enfants pris en charge par la solde.

Le cas des parents âgés de moins de 30 ans avec dix enfants est souligné à grand trait dans le document. La situation matrimoniale de certains agents et le nombre de leurs enfants pris en charge par la solde au profit de chacun des deux conjoints pose également problème.

De façon chiffrée, neuf mille neuf cent quatre-vingt-cinq agents de sexe féminin ont déclaré six à dix enfants, soit au total 79 576 enfants pour un montant de 397 880 000 FCFA. De même, 10 938 agents (hommes) ont déclaré le même nombre d'enfants, soit au total 94 958 enfants pour un montant de 474 790 000 FCFA.

Le rapport évoque, par ailleurs, des disproportions dans la prise en charge des enfants des fonctionnaires évoluant à l'intérieur

du pays et ceux en service à Brazzaville.

Après le recensement des

agents civils de l'Etat, qui a duré trois ans et a permis de tirer au clair certains travers

ayant longtemps grevé le budget de l'Etat, le gouvernement a pris des mesures pour assai-

nir l'administration publique. La vice-Primature, chargée de la Fonction publique, de la réforme de l'Etat, du travail et de la sécurité sociale est à pied d'œuvre pour l'amélioration du fichier de la fonction publique. C'est ainsi que plus de cinq mille fonctionnaires ont vu leurs salaires être consignés dans un mode de règlement spécial de contrôle. Le 11 mars, ils ont, d'ailleurs, été appelés à apporter les preuves de leur appartenance à telle ou telle administration publique. L'opération va se poursuivre jusqu'au 11 avril. Des solutions devraient aussi être apportées pour mettre de l'ordre dans l'attribution des allocations familiales, puisque certains agents de l'Etat produisent des faux papiers pour apporter la preuve de la multitude d'enfants qu'ils ont à charge de la manière la plus paradoxale possible avec une forte incidence sur le budget de l'Etat, qui connaît aujourd'hui des difficultés dans la mobilisation des ressources.

Rominique Makaya



Les enfants d'une famille nombreuse

GENRE

Les femmes motivées à veiller sur leurs droits

Le conseil municipal de la commune de Kintélé, dans la partie nord de Brazzaville, a sollicité lors d'une causerie-débat, le 30 mars à son siège, l'implication des Congolaises dans la défense de leurs droits et leur participation massive à la production agricole nationale.

La rencontre a été organisée dans le cadre de la clôture des célébrations du mois de la femme. Les différentes communications délivrées à cette occasion ont encouragé les femmes à s'impliquer de manière effective dans l'agricultu-

re à travers des coopératives, afin d'augmenter la production nationale et renflouer les marchés en denrées alimentaires de base.

Les femmes et filles ont été, en outre, invitées à se lancer en politique et à prendre une

place de choix dans les administrations, à oeuvrer pour le changement par l'innovation, les constructions intelligentes, l'éducation scolaire, etc., aucun métier n'étant réservé spécifiquement aux hommes. « *Jugulons toutes les formes de*

discrimination, afin d'avoir un monde plus équilibré », a indiqué Frégale Sayi Mpou, une panéliste. « *L'implication de la femme congolaise dans la lutte pour l'autosuffisance alimentaire des produits de base intègre parfaitement la vision du président de la République, Denis Sassou N'Guesso, telle que notifiée dans notre Constitution qui stipule, en son article 17, que la femme a les mêmes droits que l'homme* », a indiqué Stella Mensah Sassou N'Guesso, maire de la commune de Kintélé.

Accélérer le processus de pénalisation de la sage-femme

Par ailleurs, pour clôturer également le mois de la femme, l'association Accès droit pour tous (ADPT), une organisation féminine que dirige Valentia Iloki, a animé, le même jour, une causerie-débat sur le thème « Les violences stéréotypées faites aux femmes : disons non à la violence faites aux

femmes par les femmes ». A cette causerie-débat à laquelle ont pris part le secrétaire exécutif du conseil consultatif de la jeunesse, Juste Bernardin Gavet, et Charlotte Opimbat, députée à l'Assemblée nationale, les membres de l'ADPT ont proposé l'accélération du processus de pénalisation des sages-femmes, afin que celles-ci répondent régulièrement de leur manque de professionnalisme qui occasionne les cas d'homicide.

Les participants ont aussi désapprouvé les rites de veuvage et décrié le manque de professionnalisme des sages-femmes, le complexe de supériorité ainsi que les attitudes de mépris des femmes cadres et les maltraitements des filles par leurs belles-mères.

Pour amorcer le processus de pénalisation des sages-femmes, l'ADPT espère, en premier, la redynamisation du code de la famille avant de souhaiter qu'il y ait une proposition de loi au niveau de l'hémicycle.

Fortuné Ibara



Des participants à la causerie-débat de l'ADPT/Adiac

INTERVIEW

Roger Obesse : « Hormis la revendication de la dette intérieure, le Copéco accompagne aussi les entreprises... »

Le Collectif des opérateurs économiques du Congo (Copéco) est l'une des principales organisations patronales du pays et revendique plusieurs membres. Dans une interview exclusive avec Les Dépêches de Brazzaville, le 29 mars, son nouveau président dresse le bilan de ses cents jours à la tête de cette structure et revient sur ses nombreux projets en faveur du secteur privé local.

Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.) : Plus de trois mois que vous êtes à la tête du Copéco, avez-vous réussi à fédérer autour de vous les opérateurs économiques membres de cette plateforme ?

Roger Obesse (R.O.) : En cent jours, nous avons abattu un travail énorme, notamment pour fédérer l'ensemble des opérateurs économiques et assurer une meilleure visibilité des activités de la plateforme. Nous avons eu des séances de travail avec les autres patronats afin de pouvoir collaborer ensemble.

Dans cette vision, nous sommes allés à la rencontre des pouvoirs publics auprès desquels nous avons soumis nos doléances, à savoir l'Assemblée nationale, le Sénat, l'Autorité de régulation du marché public, la Caisse congolaise d'amortissement, les autorités du domaine public et des impôts pour des questions liées aux allègements fiscaux, y compris le cabinet du ministère des Finances au sujet de l'évolution sur la dette publique, etc.

L.D.B. : Qu'en est-il des négociations avec le gouvernement pour le paiement de la dette intérieure ?

R.O. : Les négociations proprement dites n'ont pas encore commencé. L'État a pensé qu'il fallait l'auditer avant de payer, notamment les exercices 2015-16 et 17. Les travaux d'audit sont encore en cours et ce n'est qu'après que nous allons entamer les négociations avec le gouvernement.

Déjà, nous avons écrit au ministre des Finances en sa qualité d'autorité monétaire pour jouer l'intermédiaire entre les opérateurs économiques et les banques qui sont nos créanciers. Si la dette est payée, nous plaçons pour que ces banques prélèvent des taux allégés, afin de permettre aux entreprises de redémarrer. Cela fait quand même cinq ans que les opérateurs sont dans cette situation de crise.

L.D.B. : Peut-on avoir une idée sur la taille de votre dette ?

R.O. : Je ne peux pas vous la donner d'emblée, il faut donc

attendre le rapport d'audit pour en savoir davantage sur la dette fictive et la dette réelle. Mais en ce qui concerne les adhérents du Copéco, nous sommes autour de cinquante-six milliards francs CFA. Et si l'on tient compte de ceux qui ont soumissionné les marchés des grands travaux, nous pouvons atteindre entre deux cents et trois cents milliards. Pour autant, nous attendons la publication du rapport pour savoir exactement la quantité de la dette intérieure.

L.D.B. : D'aucuns pensent que le Copéco ne parle que de la dette intérieure. Quelle est votre réaction à ce propos ?

R.O. : Le Copéco ne se focalise pas seulement sur le sujet de la dette, il milite aussi pour les réformes au niveau de l'État, la promotion de l'esprit d'entreprise et l'amélioration du climat des affaires. Nous prenons l'engagement d'accompagner les



Roger Obesse

entreprises dans la formation, la défense de leurs intérêts, y compris dans le conseil sur la fiscalité.

L.D.B. : Dans le cadre du partenariat public-privé, votre bureau a-t-il initié des ateliers pour promouvoir la formation professionnelle ?

R.O. : Nous avons prévu des

ateliers de renforcement des capacités et dans notre organigramme, il y a un vice-président chargé de formation aussi bien des membres du bureau que des adhérents du syndicat patronal. Avec le soutien de nos partenaires, des sessions de sensibilisation à la gestion d'entreprise, la tenue de la comptabilité, la demande de crédit, la loi de finances...seront bientôt organisées.

L.D.B. : Pour finir, le Copéco a-t-il déjà un siège social ?

R.O. : Notre vision est de doter l'organisation d'un siège, une maison com-

mune des opérateurs économiques locaux. À cet effet, nous lançons un appel aux membres à pouvoir verser leurs cotisations statutaires. Nous aurons des partenariats avec l'extérieur, avec d'autres syndicats patronaux à travers l'Afrique.

Propos recueillis par Fiacre Kombo et Quentin Loubou

SANTÉ PUBLIQUE

Une campagne de dépistage de l'hypertension et du diabète

L'Association des femmes médecins du Congo a bouclé le mois de mars par une campagne de sensibilisation aux cancers de la femme dont ceux du sein et du col de l'utérus ainsi que le dépistage du diabète et de l'hypertension artérielle, dans le deuxième arrondissement de Brazzaville, Bacongo.

Organisée les 29 et 30 mars, l'activité a connu la participation de l'administrateur-maire de Bacongo, le Dr Simone Loubienga. Il s'est agi, en effet, d'une belle occasion offerte aux habitants de cet arrondissement, surtout les femmes, pour clôturer en beauté le mois de mars dédié à la défense de leurs droits. « Je remercie l'Association des femmes médecins pour la gratuité des examens. Je demande aux autres de venir passer les examens médicaux car toute personne en bonne santé est un malade qui s'ignore », a déclaré Yolande Banzounzi, après son dépistage.



Les femmes médecins recevant les patients/Adiac

« Nous avons voulu faire cette action dans le cadre du mois de la femme, conformément aux objectifs de notre association visant, entre autres, à améliorer tant soit peu la santé de la communauté à travers des campagnes de sensibilisation et de dépistage »

Selon la secrétaire générale de l'Association des femmes médecins du Congo, le Dr Josiane Sabaye, après les deux jours, cette campagne devrait s'étendre dans toute la ville capitale. « Nous avons voulu faire cette action dans le cadre du mois de la femme, conformément aux objectifs de notre association visant, entre autres, à améliorer tant soit

peu la santé de la communauté à travers des campagnes de sensibilisation et de dépistage », a-t-elle expliqué.

En effet, créée en 1996, l'Association des femmes médecins du Congo a connu une longue période d'hibernation avant de relancer officiellement ses activités en octobre 2014. Le bureau exécutif national actuel est à son deuxième mandat.

Ainsi, depuis la relance de ses actions, cette ONG mène des activités visant le bien-être de la population congolaise. Regroupant des femmes médecins praticiens de plusieurs spécialités et hôpitaux du pays, cette association donne souvent des conseils d'orientation sur une meilleure prise en charge des pathologies des malades lorsqu'elle les découvre. « Notre as-

sociation a pour objectif principal d'apporter sa pierre en ce qui concerne l'amélioration de la santé de la population, à travers des campagnes de sensibilisation, de dépistage, parce que nous le savons tous, le manque d'information ou la désinformation est nuisible car toute personne est un potentiel malade qui s'ignore », a poursuivi le Dr Josiane Sabaye.

En effet, les campagnes de sensibilisation et de dépistage permettent de découvrir les maladies à temps, les prévenir afin d'éviter aux potentiels patients des fatalités. C'est ainsi que cette ONG appelle les Congolais à sortir du lot des malades qui s'ignorent. « Ce genre de campagne nous permet de découvrir des maladies qui, lorsqu'elles sont méconnues et découvertes tard, sont difficiles à traiter. À ce moment, elles deviennent rapidement fatales par des complications qui s'installent alors que lorsqu'on dépiste tôt, on peut prendre aussi en charge la personne tôt », a conclu la secrétaire générale de l'Association des femmes médecins du Congo.

Parfait Wilfried Douniama

DOLISIE

Christian Kingounda réélu président de la pétanque Niari

La Ligue départementale de Sport des boules du Niari a renouvelé sa confiance à son ancien président, au cours de l'assemblée générale électorale qui s'est tenue le 30 mars, dans la salle des réunions de la direction départementale des Sports.

Unique candidat à sa propre succession, Christian Kingounda s'est fixé comme défi d'augmenter le nombre des clubs de pétanque dans le département du Niari, tout en mettant la formation au centre des priorités. « Immense est la joie que je ressens pour cette confiance renouvelée par les différents délégués des clubs présents à ces assises. A juste titre, je leur remercie infiniment », a-t-il déclaré à la suite de sa réélection, devant une trentaine de participants.

Christian Kingounda a fait ses débuts au club Nimi Tsaty où il a fini par occuper le poste de vice-président. Il intègre par la suite l'As Cheminot avant de présider aux destinées de la ligue départementale de sport des boules pendant deux ans : de 2017 à 2019. Lors de son premier mandat, la sélection du Niari a participé au tournoi interdépartemental de



Christian Kingounda

N'kayi. La ligue du Niari a respectivement organisé la coupe des présidents et un championnat départe-

mental dont le club Frigo maxime est sorti vainqueur. Financièrement, cette structure a connu quelques

difficultés. Les cotisations statutaires ne sont pas versées et la subvention qui constitue des ressources additionnelles n'arrive pas non plus. Pour sauver l'honneur de la ligue, le président est obligé de retrousser ses poches.

Outre l'élection du président, l'assemblée générale a mis en place un bureau exécutif de douze membres dont deux femmes et un commissariat au compte de trois membres. Le poste de trésorier adjoint et de directeur technique sont à pouvoir. Ils seront complétés lors du conseil départemental inaugural.

Dans les divers, le président de la Fédération de sport des boules, Fidèle Padi, a informé les participants des mesures prises par la portion centrale, entre autres, l'établissement d'un fichier pour le contrôle des clubs ; l'affiliation à la ligue afin de prétendre recevoir un jour le récépissé du ministère de

l'Intérieur, la catégorisation de clubs et de licences.

Il sied de souligner que cette discipline doit encore être vulgarisée car le nombre de clubs décroît dans la partie sud du pays et elle est quasi inexistante dans la partie septentrionale.

En parlant de la subvention, Fidèle Padi a précisé qu'elle sera octroyée aux clubs en fonction de la répartition de ceux-ci dans leur département et de l'abondance des activités. Le respect de ces directives donne droit à la participation aux Oscars qui seront organisés chaque année.

Notons que cette assemblée générale était présidée par Joseph Kimbatsa, directeur départemental des Sports et de l'éducation physique du Niari, représentant du préfet. Il avait à ses côtés le président de la Fédération de sport des boules du Niari.

Max Ferhynel Poudi

FILAF

Festival International du Livre et des Arts Francophones

DU 2 AU 6 AVRIL 2019

Quatrième édition du Festival international du Livre et des Arts francophones (FILAF), du 2 au 6 avril, autour du thème « Migrations et voix d'exils ».

Au programme : tables-rondes, conférences, spectacles, cinéma, concours, exposition et séminaires pédagogiques.

LES INVITÉS SPÉCIAUX

Véronique Tadjo, marraine de l'édition 2019 du FILAF, Capitaine Alexandre parrain de l'édition 2019 du FILAF, accompagné du collectif **on a slamé sur la lune**

- Gaëlle Rauche : poétesse, slameuse
- Albert Morisseau
- Leroy : slameur, designer numérique
- Fred Ebami, plasticien

Fred Ebami, plasticien, graphiste, designer Pop art, intégré dans le Gotha noir de France pour son parcours artistique exemplaire.

Jean -Luc Raharimanana : écrivain, dramaturge, poète, journaliste

FILAF

Festival International du Livre et des Arts Francophones

LITTÉRATURE

Véronique Tadjo : poète, romancière, universitaire, peintre et auteur, elle est lauréate du Grand Prix littéraire d'Afrique noire 2005. Récompensée par de nombreuses distinctions

1983 - Prix de l'Agence de Coopération Culturelle et Technique pour son recueil *Latérite*.

2005 - *Reine Pokou*, (grand prix littéraire d'Afrique noire)

2014 - le Prix Kailcedrat des lycées et collèges en Côte d'Ivoire pour *L'ombre d'Imana, Voyage jusqu'au bout du Rwanda*

2016 - le Grand Prix littéraire national Bernard Dadié pour l'ensemble de son œuvre.

In Koli Jean Bofane : écrivain kino-congolais. Grand Prix littéraire d'Afrique noire 2009, Grand Prix du roman métis de la ville de Saint-Denis à la réunion 2014, Prix des 5 continents de la Francophonie en 2015.

Gauz : photographe, scénariste, écrivain et rédacteur en chef d'un journal économique satirique ivoirien. Il a reçu le prix du Meilleur premier roman français de l'année 2014 et le Prix littéraire des Lycéens 2016 pour *Debout-payé*.

Et aussi, danse, arts plastiques, cinéma, etc.

Jean-Pierre Orban : écrivain, journaliste, dramaturge qui a passé son enfance en Afrique, créateur de la collection patrimoniale *L'Afrique au cœur des Lettres* chez L'Harmattan.

Jean Luc Raharimanana : journaliste, dramaturge et écrivain malgache, auteur de dix-huit livres, lauréat du Grand Prix littéraire de Madagascar pour *Rêves sous le linceul* en 2011.

MUSIQUE

Capitaine Alexandre : slameur, poète et romancier camerounais. Prix Fetkann de poésie 2014, Prix Paul Verlaine de poésie de l'Académie française 2015, Prix Louis Guilloux 2018. Il sera accompagné de ses musiciens **Caroline Bentz** et **Albert Morisseau-Leroy**.

Fanie Fayar : chanteuse, auteure-compositrice et interprète. Ancien membre du groupe NKOTA, médaillée d'or en chant des 8^{èmes} Jeux de la Francophonie en 2017 en Côte d'Ivoire, son premier opus a été mis sur le marché en 2018.

Les Mamans du Congo : formation menée par Gladys Samba. Elle nous offre un voyage à travers le quotidien de la femme congolaise traditionnelle et ses différentes activités en redonnant vie aux berceuses du pays avec la voix, les objets sonores et le corps.

Yvan Amar : producteur à Radio France depuis 1987, professeur de français pendant de nombreuses années, a été présentateur de l'émission « Danse des mots » sur RFI.

Cap Congo : Création phare de l'Institut français du Congo de Brazzaville en 2018. Composée de 5 danseurs d'exception, la compagnie commence une tournée des instituts français d'Afrique avec le FILAF.

Willy Djaha : artiste peintre ivoirien. Prix des Ateliers SAHM en peinture, à l'occasion de la 7^e édition de la Rencontre internationale de l'Art contemporain (RIAC 2018).

Fred Ebami : artiste pop d'origine camerounaise, il expose ses œuvres dans les galeries du monde entier.

Tout est culture francophone, tout est gratuit !

Programme quotidien à retrouver chaque jour dans les DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Pour plus d'informations la brochure du FILAF à l'accueil de l'IFC

8 // Programme Avril 2019 www.institutfrancais-congo.com www.institutfrancais-congo.com Programme Avril 2019 // 9



1-ASSISTANT PRIMATOLOGUE AU PARC NATIONAL D'ODZALA-KOKOUA – RÉPUBLIQUE DU CONGO

Vous intégrerez une équipe composée d'un primatologue expérimenté et d'un autre assistant primatologue afin de continuer le processus d'habituation d'un groupe de gorilles des plaines de l'ouest. Il est également prévu d'habituer au moins un autre groupe dans un avenir proche. Une équipe de 12 pisteurs congolais vous assisteront sur le terrain.

Vos tâches en tant qu'assistant primatologue seront les suivantes :

- suivi quotidien des groupes de gorilles assisté de pisteurs locaux
- prise de données GPS et de données comportementales concernant les contacts visuels, afin d'évaluer la progression de l'habituation
- prélèvement d'échantillons (fèces, urine, etc.) pour la surveillance de la santé des gorilles
- aider à gérer les équipes de terrain (12 pisteurs, 2 cuisiniers/aides de camp) et à organiser le planning (vous serez responsable en l'absence du primatologue expérimenté)
- entrée et analyse des données récoltées, entretien de la base de données
- rédaction de rapports mensuels
- gérer les relations avec les communautés locales
- coopération active avec des chercheurs et instituts de recherche nationaux et internationaux
- gestion du camp
- assurer la création et la maintenance d'un réseau de pistes adéquat afin de se déplacer rapidement au sein de la forêt

•faire le lien entre l'administration et les travailleurs de terrain, participer à certaines tâches administratives

Pour cela, vous passerez la majeure partie de votre temps dans un camp de forêt, logé en tente. L'électricité est disponible grâce à des panneaux solaires. Pas d'eau courante. Le suivi s'effectue en forêt équatoriale humide, entre zones de marantacées denses, marécages, forêt claires et savanes. Les journées sur le terrain s'étendent de 6:30h à 14h suivant l'endroit où se situent les groupes. De plus, vous devrez souvent travailler le reste de la journée pour l'entrée et l'analyse des données ainsi que pour la préparation du rapport. Les périodes de repos seront passées au quartier général du parc. Bien que ce soit des périodes de repos, vous devrez être prêt à parfois devoir aider à la gestion de certains problèmes administratifs.

Compétences exigées :

- au moins un an d'expérience de terrain en pays équatorial/tropical, dont une expérience d'une durée minimum de neuf mois
- être titulaire d'un master (bac+5) en primatologie, éthologie, écologie, conservation, biologie ou tout domaine associé ou être titulaire d'une licence (bac+3), seulement si associée à plusieurs expériences de terrain de longue durée
- avoir déjà travaillé avec des primates
- parler un français courant et avoir un excellent niveau de français écrit

- avoir d'excellentes capacités de communication
- être très résistant physiquement et mentalement
- rigueur scientifique
- être ouvert face aux différences culturelles
- esprit d'équipe
- bon sens de l'humour

Compétences souhaitées :

- une précédente expérience de management de plus de six mois est fortement souhaitée
 - un séjour préalable en Afrique centrale serait un atout
 - maîtrise des méthodes de collecte d'échantillons d'origine animale (fèces, urine, etc.)
- Durée du contrat : 1 an renouvelable (3 mois période probatoire)
Salaire : 900 USD/mois
Autres avantages : per diem, assurance maladie, congé annuel
Date limite de dépôt de dossier : 25 avril 2019
Date de début de prise de poste : fin mai 2019
Dossier de candidature :
Veuillez adresser votre CV (avec les noms et adresses de trois références) et lettre de motivation (1 page maximum) à pnok@africanparks.org
Pour de plus amples informations, veuillez contacter :
Dr. Torsten Bohm
Chef du Service de Recherche & Monitoring
188 bis avenue Cardinal Emile Biayenda, BP 62, Brazzaville, République du Congo
Adresse email : torstenb@africanparks.org



APPEL A CANDIDATURE

Reference : 2019/CHF/002

Le Parc National d'Odzala-Kokoua a l'honneur d'annoncer le recrutement :
-Un assistant technique Conflit Homme Faune (CHF)
Lieu d'affectation :
-Base de l'est Imbalanga.

Responsabilités :

L'assistant technique CHF travaillera sur les aspects techniques des projets de protection des cultures et des autres solutions contre les conflits Homme faune autour du parc national d'Odzala-Kokoua.
Il/elle encadrera et participera à la fabrication, la mise en place et l'entretien de ruches ainsi que la fabrication de projectiles à piment et de mise en place d'autres moyens de protection. Il/elle aidera les communautés dans l'utilisation et la planification du terroir villageois pour réduire les CHF.
Il/elle aidera l'assistant-principal lors des missions de sensibilisation et dans les relations avec les communautés. Il/elle pourra aussi occasionnellement participer aux missions de cartographie participative.
L'assistant technique sera aussi responsable de la prise de donnée sur l'efficacité des méthodes de protection et sur la dévastation des champs. L'assistant sera habitué au milieu forestier et aux conditions de terrain parfois rudimentaire.
Formation requise ou souhaitée :
-Expériences avérées en matière de

prise de données et Conflit Homme Faune.
-Connaissances de l'outil informatique (Word, Excel, Powerpoint)
-Connaissances des langues locales
-Aptitude à travailler avec minimum de supervision à la fois en équipe et seul.
-Disposer d'une bonne organisation
-Bon communicant aisance relationnelle.
-Être méthodique
-Capacité rédactionnelle.
-Maîtrise de la langue française
-Bricoleur / Bricoleuse
-Adaptable aux conditions de la vie en forêt
-Maîtrise de l'apiculture serait un atout.

Dossiers de candidatures :

- Lettre de motivation ;
- CV détaillé ;
- Copie de diplômes ;
- Attestations de travail.

Les dossiers de candidatures doivent être envoyés à l'adresse e-mail pnok@africanparks.org en indiquant la référence « 2019/CHF/002 » ou déposés au bureau de la Fondation sis au numéro 188 bis avenue Cardinale Emile Biayenda Centre-ville Brazzaville.

La date limite de dépôt de candidature est fixée au 12 Avril 2019.

NB : Seuls les candidats présélectionnés seront convoqués pour des entretiens.

Crédit du CONGO-Groupe Attijariwafa Bank

Avis de report de l'appel d'offres ouvert N° 07/PDAY/2019

Objet « TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU POINT DE DEBARQUEMENT AMENAGE DE YORO A BRAZZAVILLE / REPUBLIQUE DU CONGO »

Les sociétés intéressées par l'appel d'offres cité ci-dessus sont informées que la séance d'ouverture des plis prévue initialement le **Lundi 8 Avril 2019 à 10H00** est reportée au **Lundi 15 Avril 2019 à 10H30**.

ASSISTANCE

Bientôt une maison de convalescence à Pointe-Noire

La structure sera construite par la Fondation Ingoba-Descalzi, que dirige Marie Madeleine Ingoba-Descalzi, afin de permettre aux enfants démunis de se reposer et d'y reprendre des forces après une période d'hospitalisation.

La Fondation Ingoba-Descalzi a constaté qu'en République du Congo, environ 50 à 70% des décès d'enfants surviennent à domicile après une hospitalisation, soit par manque de suivi du traitement administré par le médecin, ou soit à cause du comportement des parents qui attendent la dernière minute pour faire traiter les enfants.

Face à cette situation, sa présidente, Marie Madeleine Ingoba-Descalzi, a pensé construire, dans la ville océane, une maison de convalescence qui sera un véritable pôle de référence en matière de prise en charge en soins de suite et spécialisé en réadaptation.

Cette structure sera implantée dans le premier arrondissement, derrière la gendarmerie de Mpita, sur un terrain de cinq mille mètres carrés. Elle aura pour missions essentielles de réduire les incapacités physiques et de



Marie Madeleine Ingoba - Descalzi/DR

redonner l'autonomie aux patients avant le retour à domicile. Il s'agira d'un vrai cadre de vie propice à une prise en charge en soins de qualité et au confort des patients. Actuellement, le projet se trouve en phase administrative et un

gala de prélèvement de fonds est même prévu pour la circonstance dans les tout prochains jours.

Créée en juin 2014, la Fondation Ingoba-Descalzi a pour vocation d'intervenir dans tout l'environnement de l'en-

fance afin de véritablement pallier les problèmes pouvant nuire à son développement. Elle intervient dans la création, le financement et la gestion d'établissements médicaux dédiés à la prise en charge particulière de l'enfant

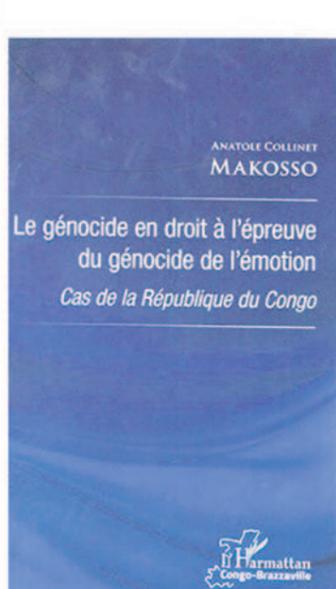
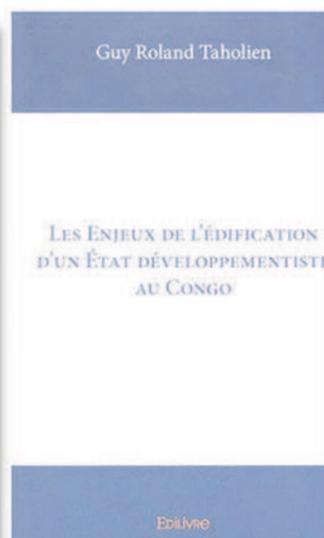
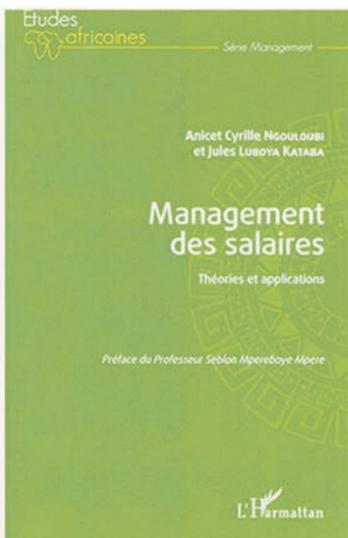
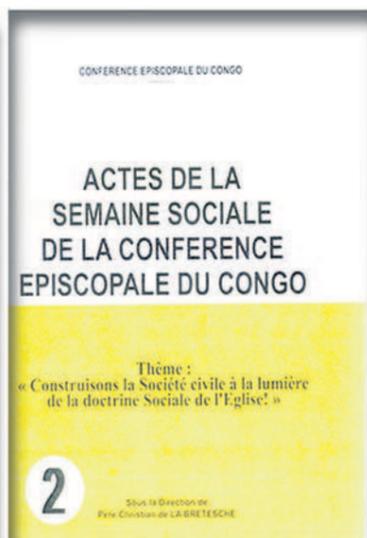
convalescent sur le plan médical, social, culturel ou économique ainsi que dans la réalisation d'actions de prévention pour l'enfance.

Sa présidente œuvre pour la préservation des cultures traditionnelles africaines. Actuellement, elle est la présidente du groupe pour la préservation de la culture des femmes comoriennes et membres d'Afrique. Son dévouement pour les autres, son courage et sa détermination lui ont valu le prix Madiba de l'excellence africaine, en 2018, décerné par le club Ohada Bordeaux. Elle est la première femme à l'obtenir.

Notons que la Fondation Ingoba-Descalzi répond efficacement aux problèmes des enfants vulnérables. Sa démarche se fonde sur la qualité des partenariats noués, la volonté d'être active afin d'apporter des réponses adaptées à la population qui en a le plus besoin.

Hugues Prosper Mabonzo

En vente à la librairie Les Manguiers, Les Dépêches de Brazzaville



HOMMAGE

Le sous-préfet de Hinda salue la mémoire de la cheffe du village M'boukou

Mme Malonga née Moutoula Antoinette, cheffe du village M'boukou, dans le district de Hinda, a été inhumée le 30 mars, en présence d'Antoine Dinga Oba, le sous-préfet de la localité, et des membres de sa famille politique, des parents et des habitants de la localité.



Le sous-préfet Antoine Dinga Oba s'inclinant devant la dépouille mortelle de Mme Malonga

Victime d'un accident mortel de circulation survenu le 18 mars, alors qu'elle venait de prendre une part active à la cérémonie de commémoration de l'an 42 de la disparition du président Marien Ngouabi, dans la sous-préfecture de Madingo-Kayes, Mme Malonga a quitté la terre des hommes à 70 ans. Femme politique, entreprenante, émérite et dynamique, elle est née le 18 juin 1949 à Guena, actuel Bilala, dans le district de Mvouti, des feus Mahima Honoré et Bouanga Marie.

Femme militante, Mme Malonga a été présidente de l'Union révolutionnaire des femmes du Congo du village M'boukou et membre du Parti congolais du travail. Remarquable et combattante, elle a été nommée cheffe du village par arrêté préfectoral n° 098/MIDDL/DK/P-CAB du 14 juin 2017 et reconduite le 25 mai 2018 par l'arrêté n° 062/MID/DK/P-CAB.

Distinctions honorifiques

Durant tout son parcours à la tête du village, ses qualités lui ont valu différentes distinctions : diplôme de meilleure cheffe de village, décerné par le sous-préfet en marge des travaux de la première édition du séminaire de renforcement des capacités des chefs de village, de bloc et secrétaires du district de Hinda, tenue en décembre 2017; prix spécial grand Clerc de la nation décerné par la coordination africaine du collectif des associations œuvrant pour le bien-être du citoyen du continent, collectif représenté au Congo par l'Association des auditeurs des radios locales nationales et journalistes chroniqueurs; et la distinction honorifique à titre posthume relative à l'autorisation exceptionnelle accordée par la sous-préfecture pour son inhumation dans son village. Ainsi, pour le sous-préfet, « une étoile vient de s'éteindre à l'est de Hinda, au grand dam de la population du village de M'boukou, de la contrée, de ses collègues, de sa famille biologique et politique et surtout de sa hiérarchie ».

Séverin Ibara

MUSIQUE

Kaly Djatou en tournée dans l'hexagone

Après son come-back réussi en juillet dernier, à Marseille où il a fait tabac, l'artiste s'apprête à faire une tournée dans plusieurs villes françaises.

Victime d'un accident cardio-vasculaire, il y a trois ans à Pointe-Noire, Kaly Djatou a recouvré sa santé après des soins médicaux intensifs en France où il a été évacué. Le compositeur de «Premier salaire» a renoué depuis près d'un an avec la scène. C'était à Marseille, la ville phocéenne, où il a enregistré son dernier album produit par la compagnie de conte Africa Graffitis en 2010.



Kaly Djatou revêt en France crédit photo DR

Aujourd'hui, presque remis de sa maladie, l'artiste musicien s'apprête à monter à nouveau sur scène après l'enregistre-

ment de sa première émission télévisée dans une chaîne française. L'émission a lieu le 18 mars. Le 18 mai, il va participer au festival CAP Couleurs de Nantes; le 25, il sera à la Nuit du Pool à Paris; le 21 juin, il livrera un concert avec l'orchestre Bossembo, à l'occasion de la fête de la musique à Nancy; le 30 juin, il animera l'assemblée générale des dialyses de la Lorraine; le 7 juillet, il participera au festival d'Angers avec le metteur en scène et comédien Georges Mboussi et, le 25 août, il livrera un grand concert avec les Bossembo à Luneville.

De son vrai nom Maurice Kouidiatou, il est également connu sous le pseudonyme de «Premier salaire», son premier album sorti en 1984 qui l'a consacré révélation congolaise. Kaly Djatou a continué à gratter sa guitare, bien qu'il soit devenu plus tard enseignant d'histoire-géographie. Arrivé à Pointe-Noire dans les années 2000, sa voix tonique et ses envolées lyriques ont continué à résonner au Cercle culturel pour enfants, à l'Espace Yaro, à l'Institut français du Congo, au bar musical le Taps, etc.

Son talent l'a conduit à Tripoli, en Libye, en 2006, au sortir de la célébration du 10e anniversaire du festival Malaki mâ Kongo à Pointe-Noire, en 2004. Puis, en 2010, Kaly Djatou a participé à Marseille au festival «Retour au mbongui» organisé par la compagnie Africa Graffitis. sa voix a toujours été associé à ses chansons cultes comme «Premier salaire», «Demain Kizamen», «Sabine», «Misère», «Ordonnance», «Simba Simba», «Djigy dia kizengu»...

Hervé Brice Mampouya

ALERTE SANITAIRE

Un paludisme assimilable à l'épidémie de chikungunya

La proximité des départements du Kouilou et de Pointe-Noire, d'une part, et la circulation non contrôlée des agents vecteurs responsables de l'épidémie qui s'était déclenchée au Kouilou depuis le mois de janvier, d'autre part, seraient à l'origine d'une maladie présentant les mêmes signes que cette dernière, actuellement à Pointe-Noire.

Douleurs articulaires, maux de tête, lourdeur des mouvements, fièvres et autres sont des signes d'une pathologie déjà présente à Pointe-Noire et dont souffrent certains sujets. Cette maladie, le commun des mortels la nomme paludisme, par manque d'informations exactes, alors qu'elle présente les mêmes symptômes que le chikungunya. Parmi les mesures recommandées, l'interdiction formelle de prendre l'aspirine alors qu'en cas de fièvre, la population en recourt.

Pointe-Noire, ville marécageuse par endroits, présente des conditions fa-



Le moustique aedes aegypti, responsable de l'épidémie de chikungunya

vorables au déclenchement de cette épidémie. « Une vraie riposte doit être mise en œuvre à Pointe-Noire comme cela est le cas dans certains villages et localités du département du Kouilou.

Certains habitants malades de la ville présentant déjà les symptômes de cette maladie vont se soigner à Diosso », a déclaré un habitant de Pointe-Noire. La campagne de sensibilisation et la

surveillance épidémiologique doivent être renforcées et les mesures d'hygiène et d'assainissement rendues visibles et obligatoires dans tous les arrondissements pour arrêter la prolifération des moustiques Aedes contaminés et responsables de cette épidémie.

Notons que le nom chikungunya est d'origine makondée (langue bantoue parlée au sud de la Tanzanie et au nord du Mozambique) et signifie en français, ce qui se recourbe. A l'image des feuilles sèches, cette maladie provoque de très fortes douleurs articulaires associées à une raideur; ce qui donne aux patients une attitude courbée très caractéristique. Ainsi donc, l'état d'insalubrité dans lequel se trouvent certains endroits de la ville océane nécessite des opérations de désinfection, de désinsectisation, de dératification des lieux publics et/ou des quartiers périphériques.

Faustin Akono

MAROC

Le pape François prône un discours inter-religieux

Devant le roi Mohamed VI et près de vingt-cinq-mille personnes rassemblées sur la grande esplanade de Rabat, le souverain pontife a défendu, le 30 mars, « la liberté de conscience » et « la liberté religieuse », permettant à chacun de vivre selon sa propre conviction.

« Il est indispensable d'opposer au fanatisme et au fondamentalisme la solidarité de tous les croyants, ayant comme références inestimables de notre manière d'agir les valeurs qui nous sont communes. Une préparation appropriée des futurs guides religieux était nécessaire », a déclaré le chef de l'Église catholique.

Le pape François, le premier à se rendre au Maroc depuis Jean Paul II, en août 1985, a également appuyé l'action du roi Mohammed VI en faveur d'une forme modérée de l'islam qui favorise le dialogue entre les confessions et rejeté toute forme de terrorisme ou de violence prétendument commise au nom de Dieu.

Dans un document signé par les deux hommes, le pape et le roi ont aussi appelé à « préserver » Jérusalem comme « patrimoine commun des trois religions monothéistes ». « Nous pensons important de préserver la Ville sainte de Jérusalem comme patrimoine commun de l'humanité et, par-dessus tout, pour les fidèles des trois religions monothéistes », ont-ils écrit, soulignant son « unicité et sa sacralité ».

Après un tête-à-tête avec Mohammed VI au palais royal, le pape s'est rendu à l'Institut de formation des imams qui accueille des Marocains et des étrangers d'une dizaine de pays, dont la France. Ils sont mille trois cents étudiants, hommes et femmes, à suivre des cur-



sus dans cet établissement, fer de lance de « l'islam modéré » prôné par le roi. Les uns deviendront imams, les autres prédicatrices.

La mission du centre placé sous la tutelle du roi Mohammed VI et levier de sa diplomatie religieuse, est de lutter « contre les discours radicaux », selon son directeur, Abdeslam Lazaar.

« C'est un événement très significatif, la première fois qu'un pape est accueilli dans un institut de formation d'imams », avait souligné avant la visite le

porte-parole du souverain pontife, Alessandro Gisotti.

Le roi Mohammed VI a pour sa part fustigé le « radicalisme » religieux et appelé à lutter contre lui par l'éducation. « Ce que tous les terroristes ont en commun n'est pas la religion, c'est précisément l'ignorance de la religion. Il est temps que la religion ne soit plus un alibi pour ces ignorants, pour cette ignorance, pour cette intolérance », a ajouté le roi.

Le séjour marocain du Saint-Père a été également marqué

par une rencontre avec les migrants dans un local de l'ONG catholique Caritas, qui gère des centres d'accueil destinés à soulager la misère de ceux qui tentent de rallier le continent européen.

Dimanche, le pape François a consacré sa journée à la petite communauté catholique du pays, en clôturant sa visite par la plus grande messe catholique jamais célébrée au Maroc. Sa visite est désormais entrée dans les annales des rencontres positives entre christianisme et

Le pape accueilli par le roi Mohamed VI/DR

islam. Son intérêt réside dans le fait que les deux thèmes sous le signe desquels elle a été placée constituent des priorités du pontificat du pape François. En effet, au-delà du développement du dialogue interreligieux, la question des migrants a été aussi au cœur des échanges que les deux personnalités ont eus. Au Maroc, les autorités soulignent souvent la « tolérance religieuse » qui permet aux chrétiens étrangers et aux Juifs d'exercer librement leur religion.

Yvette Reine Nzaba

TUERIE AU MALI

Des enquêteurs de l'ONU se rendent sur les lieux

Après le massacre qui avait coûté la vie, le 23 mars dernier, à quelque 160 habitants du village d'Ogossougou, des enquêteurs du pôle judiciaire spécialisé dans la lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée dans le pays s'y sont rendus dimanche, a-t-on appris.

D'après le général Sidi Alassane Touré, l'équipe du pôle judiciaire dirigée par le procureur Boubacar Sidiki Samaké, en provenance de Bamako, est allé sur le lieu de la tuerie « pour la manifestation de la vérité sur ces actes criminels et barbares ». Elle doit travailler « en synergie avec l'équipe de Mopti conduite par le procureur de la République près le tribunal de grande instance », a-t-il précisé.

« C'est une dizaine d'enquêteurs de la police et de la gendarmerie qui ont été mobilisés pour se rendre sur le terrain (...). Nous allons écouter les témoignages des rescapés, recueillir des informations et procéder à des prélèvements par notre section de police scientifique », a indiqué un membre de l'équipe sous le couvert de l'anonymat. « Nous sommes une équipe pluridisciplinaire », a souligné un autre membre,

officier de police judiciaire, estimant que « le plus difficile sera l'identification des corps calcinés ».

Un jour plus tôt, des enquêteurs de la Mission de l'ONU au Mali (Minusma) avaient fait le déplacement du village peule d'Ogossougou, qui était le théâtre de la tuerie imputée à des membres présumés de groupes de chasseurs dogons, près de la frontière avec le Burkina Faso, selon des témoins et les autorités locales. A ce jour, cinq hommes reconnus par des rescapés comme de possibles participants à la tuerie ont été arrêtés et transférés à Bamako, selon sources militaires maliennes.

Le 26 mars, lors de l'annonce de l'envoi d'une équipe de 13 enquêteurs, le Haut-commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme (HCDH) avait rappelé que, depuis mars 2018, les « agressions inter-

communautaires » dans la région de Mopti ont fait quelque 600 morts et des milliers de déplacés. « De plus, 219 personnes ont été tuées depuis le début de l'année dans des exactions commises par de soi-disant groupes d'autodéfense cherchant à déraciner des groupes extrémistes violents », selon l'instance onusienne.

La tuerie d'Ogossougou a conduit le gouvernement malien à prononcer, le 24 mars, la dissolution de l'association de chasseurs « Dan Nan Ambassagou », accusant ses membres d'en être des auteurs présumés, mais l'organisation a démenti toute implication dans le massacre.

Selon des témoins, les assaillants, en tenue de chasseur, avaient d'abord attaqué une position où étaient cantonnés des combattants peuls, dans le cadre du processus de désarmement, démobilisation et

réinsertion des membres de groupes armés. Ils s'étaient ensuite dirigés vers la maison d'un célèbre marabout, Bara Sékou Issa, qu'ils ont tué avec toute sa famille, ainsi que dix-huit déplacés qu'il hébergeait, et infligé le même sort au chef du village et aux siens.

Un villageois qui a requis l'anonymat a raconté à la presse ce qui s'était réellement passé lors de l'attaque. « C'est après qu'ils ont attaqué le village, ils ont versé du gasoil sur les cases, les greniers et les hangars, après ils ont mis le feu, tuant à coups de machette ceux qui tentaient d'échapper aux flammes », a-t-il déclaré.

Depuis l'apparition, il y a quatre ans dans le centre du Mali, du groupe djihadiste du prédicateur Amadou Koufa, qui recrute prioritairement parmi les éleveurs Peuls, les affrontements se multiplient

entre cette communauté et les ethnies bambara et dogon, pratiquant essentiellement l'agriculture, qui ont créé des « groupes d'autodéfense ». Quant à la tuerie d'Ogossougou, elle est la plus sanglante depuis la fin des principaux combats de l'opération lancée en 2013, à l'initiative de la France, pour chasser les groupes djihadistes qui avaient pris le contrôle du nord du pays.

L'ONU estime que les violences au Mali avaient coûté la vie à plus de cinq cents civils en 2018. Rappelons que dans un rapport publié, le 5 mars, le secrétaire général de l'ONU saluait de récentes avancées dans l'application de l'accord de paix de 2015, mais regrettait que « la menace, qui continue de se propager du nord vers le centre du Mali, détourne l'attention de l'Accord et en complique la mise en œuvre ».

Nestor N'Gampoula